Dimitra Bulletin

Bulletin N° 11 – Bruxelles, octobre 2005

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

La dynamique des réseaux de femmes

Amies lectrices, amis lecteurs,

C'est avec une très grande tristesse que nous vous informons du décès de Sissel Ekaas à Oslo le 23 juin 2005. De 1998 à novembre 2004, elle a été Directrice de la Division Parité hommes-femmes et Population à la FAO, pour être ensuite nommée Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Mission des Nations Unies en Ethiopie et en Erythrée.
Sissel s'est battue pour les femmes rurales, la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes, et contre l'insécurité alimentaire. Elle a beaucoup soutenu le projet Dimitra et nous manquera, mais elle nous laisse son optimisme, son énergie et sa détermination.

Nous vous invitons à découvrir le 11ème bulletin d'information Dimitra. La dernière édition a été remplacée par la diffusion du CD-Rom Dimitra. Un grand nombre d'entre vous ont pris le temps de nous renvoyer le formulaire d'enquête joint au CD-Rom et nous vous remercions pour vos précieuses réactions. Nous avons également reçu de nombreux messages soulignant que le bulletin d'information constituait une ressource d'information très appréciée et nous espérons que vous continuerez à nous envoyer vos commentaires et suggestions.

TABLE DES MATIÈRES

2 Atelier FAO-Dimitra/CTA: Femmes rurales, dynamisation des réseaux et lutte contre le VIH-SIDA dans les zones rurales
4 Les femmes, les radios rurales et les nouvelles technologies de l'information et de la communication
5 Le contenu local au service du développement durable de la radio communautaire en Afrique
6 Examen des tendances mondiales et de l'intégration des considérations de parité hommes-femmes dix ans après Beijing
7 Journée Mondiale de l'Alimentation 2005
8 Un regard pratique sur le genre et la gestion foncière
9 Le kipatane : un moyen de vivre pour les femmes rurales démunies au Burundi
10 Reconnaître le rôle des femmes dans la consolidation de la paix
11 La contribution des femmes au processus électoral en République Démocratique du Congo
12 La démobilisation des enfants soldats en RDC : une priorité du processus de paix et de démocratisation
13 Les marionnettes : une réponse créative pour lutter contre le VIH-SIDA
14 Utiliser les TIC pour fournir aux femmes rurales un meilleur accès à l'information agricole
15 Sommet Mondial sur la Société de l'Information
16 L'éducation de la femme et de la jeune fille rurale à Kisantu et dans le Bas-Congo
17 La promotion de la femme et les mutuelles de solidarité à Miti dans le Sud-Kivu
18 Ressources – événements, publications, sites Internet, divers

L'Atelier FAO–Dimitra/CTA

Du 13 au 17 juin 2005, nous avons eu le très grand privilège, grâce à l'appui financier de la Fondation Roi Baudouin, de la Coopération Belge et du CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE), de pouvoir co–organiser avec le CTA un Atelier à Bruxelles. Cet Atelier a rassemblé des membres des réseaux des deux organisations pour une semaine de discussions riches et très animées sur le thème "*Femmes rurales, renforcement des réseaux et lutte contre le VIH-SIDA dans les zones rurales*". Les 22 participants sont venus d'Afrique, du Proche-Orient, des Caraïbes et du Pacifique afin de réfléchir à la manière de renforcer leurs réseaux, d'échanger leurs expériences et stratégies en matière de lutte contre le VIH-SIDA dans leurs pays et de travailler sur des méthodes de collaboration accrue pour atteindre des objectifs communs. Une synthèse de ces cinq jours de travail, présentations et discussions, est incluse dans ce bulletin d'information. Une publication plus détaillée est en préparation et sera difusée prochainement.

Les femmes et les radios rurales

Notre partenaire du Sénégal, L'Enda-Pronat, a organisé au mois de mars 2005, avec le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal et des représentants de radios, un atelier sur l'un des outils les plus largement utilisés en Afrique, la radio communautaire rurale. La radio communautaire peut grandement contribuer à dynamiser les réseaux et elle est la force motrice du développement local au sein des communautés rurales d'Afrique. Cet atelier, intitulé "*Les femmes, les radios rurales et les nouvelles technologies de l'information et de la communication*", a souligné la nécessité d'accroître les efforts de sensibilisation au genre au sein des radios rurales et a appelé à une collaboration plus étroite entre les organisations de femmes et les radios communautaires.

Les femmes œuvrent pour le changement

Nombreuses sont les pages de ce bulletin d'information donnant la parole aux femmes rurales qui continuent, résolument, à travailler pour le changement au sein de leur pays et de leurs communautés. En plus de s'occuper de leur famille et de leur nombreuses tâches domestiques et agricoles, ces femmes mettent sur pied des activités de génération de revenus, se forment et s'informent sur leurs droits, en s'efforçant de faire entendre leurs voix au niveau politique contre la violence et les conflits.

© Eliane Najros

Les membres du réseau Dimitra en République Démocratique du Congo et au Burundi font part de leur expérience et de leurs préoccupations. La situation des enfants soldats et la pandémie du VIH-SIDA restent des problèmes majeurs dans ces régions. A ceci s'ajoute le poids de la tradition qui pèse lourdement sur l'éducation des filles.

La revue de la Plate-forme d'action de Beijing +10 s'est déroulée en mars de cette année. Un résumé des principales questions qui affectent les femmes rurales est présenté dans ce bulletin.

Un meilleur accès à l'information pour les femmes rurales.

Comme toujours, les TIC (technologies de l'information et de la communication) sont mises en évidence comme un outil essentiel pour le développement durable. Dans le même temps, les techniques de communication traditionnelles, comme les marionnettes, doivent aussi être pleinement utilisées, surtout pour traiter des sujets tabous ou difficiles, comme le VIH-SIDA. Le Réseau des femmes ougandaises (Wougnet) nous montre, comment l'organisation a créé sur mesure un programme afin d'améliorer l'accès à l'information des communautés rurales. Nous attendons également avec impatience les discussions sur un meilleur accès à l'information qui se tiendront lors de la deuxième phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information, à Tunis au mois de novembre prochain.
Si vous disposez d'un accès à l'Internet, vous pouvez suivre les mises à jour mensuelles des activités du projet sur notre site Web à l'adresse: http://www.fao.org/sd/dimitra
Nous vous souhaitons une agréable lecture et attendons avec plaisir vos commentaires, suggestions et articles. ¶

MARCELA VILLARREAL, *Directrice, Division de la parité hommes-femmes et de la population, FAO*

Atelier FAO–Dimitra/CTA "Femmes rurales, dynamisation des réseaux et lutte contre le VIH-SIDA dans les zones rurales"

BRUXELLES, 13–17 JUIN 2005

Grâce à l'aide financière de la Fondation Roi Baudouin, de la Coopération Belge au Développement et du Centre technique de coopération agricole et rurale ACP–UE (CTA), Dimitra et CTA ont conjugué leurs efforts pour organiser un atelier à Bruxelles du 13 au 17 juin 2005. Ce fut l'occasion de rassembler des représentants d'organisations travaillant avec et pour les femmes rurales en Afrique, au Proche–Orient, dans les Caraïbes et le Pacifique. L'arrivée à Bruxelles a été le point de départ d'une semaine de travail consacrée à l'échange d'idées, à la mise en commun de compétences, à la construction d'alliances et de partenariats entre pays, régions et continents et à la définition d'un plan d'action commun

Au total, 22 représentants d'organisations des réseaux CTA et Dimitra se sont réunis dans le cadre de l'atelier, en vue d'atteindre trois objectifs:

– envisager différents moyens de permettre aux réseaux de se développer: en termes de compétences et de capacité d'échange et d'information; de récolte de fonds visant à garantir leur durabilité; et de définition de stratégies collectives pour se renforcer mutuellement;

© Alan Stanfield

– échanger les expériences et les connaissances sur l'impact du VIH-SIDA dans les zones rurales, plus particulièrement sur les femmes, qui constituent les principales victimes de cette pandémie et analyser les effets de cette dernière sur la sécurité alimentaire et la vie des communautés rurales;
– définir des activités communes susceptibles de renforcer les différentes organisations et réseaux participant à cet atelier.

Grâce à la mise en réseau, les organisations partenaires de Dimitra et du CTA ont pu mettre en commun leurs connaissances et leurs compétences afin de développer des activités pratiques et dynamiques visant à prévenir et à combattre la pandémie du VIH-SIDA dans les zones rurales.

Marcela Villarreal, Directrice de la Division de la parité hommes-femmes et de la population de la FAO, Luc Tayart de Borms, Administrateur Délégué de la Fondation Roi Baudouin, Joergen Maersk Pedersen, Directeur du Bureau de la FAO à Bruxelles et Hansjörg Neun, Directeur du CTA, ont apporté leur soutien à la manifestation et ont participé activement aux discussions lors de la dernière journée de l'atelier.

Partager les expériences

Pendant les trois premiers jours, les participants ont passé en revue les événements qui avaient particulièrement retenu leur attention au niveau personnel, organisationnel et, plus largement, national et mondial. Ils ont aussi examiné leur participation à la mise en réseau au profit des femmes rurales et de la lutte contre le VIH-SIDA. Ainsi, tous les participants ont pu avoir un aperçu du contexte des uns et des autres: leur degré de motivation et leur environnement de vie et de travail, ainsi que leurs principales priorités et préoccupations de ces dernières années.

Un accent tout particulier a été mis sur le rôle de la mise en réseau et sur l'impact du VIH-SIDA sur l'agriculture et les communautés rurales dans différents pays et régions, plus spécialement sur les femmes rurales, qui constituent le groupe le plus touché. Les participants ont été d'accord pour dire que l'information est plus présente au niveau international et national, grâce à des efforts accrus de plaidoyer, des données statistiques plus précises et une meilleure sensibilisation à la nutrition; par contre au niveau de la base, l'accès à l'information et aux ressources demeure toujours problématique, principalement en raison de facteurs culturels et de l'isolement géographique.

La nécessité de développer la mobilisation des ressources et la promotion du statut des femmes rurales a été maintes fois évoquée au cours des discussions, ainsi que la formation et la diffusion de l'information par le biais d'activités de sensibilisation.

Une méthodologie participative

Dans le cadre de l'approche participative de l'atelier, les participants se sont divisés en petits groupes, organisés en fonction d'affinités géographiques ou linguistiques, afin de poursuivre des échanges plus ciblés et approfondis dans des domaines d'activités et des centres d'intérêt spécifiques. Cette répartition a encouragé un meilleur contrôle de la direction des travaux et une expression plus libre des expériences et des vécus, ainsi que des propositions concrètes en vue de plans d'action et de solutions aux nombreux défis communs.

Les participants ont déterminé quelles solutions s'étaient révélées efficaces par le passé et ont également envisagé quelles mesures supplémentaires étaient nécessaires pour mieux satisfaire leurs objectifs. Ce faisant, il leur a également été possible de se projeter dans le futur en définissant des objectifs communs et en générant des idées novatrices visant à renforcer les pouvoirs et à améliorer le statut des femmes rurales ainsi qu'à lutter contre le VIH-SIDA.

Un plan d'action commun a été convenu par l'ensemble du groupe afin d'accroître la capacité de ce dernier à échanger des informations et à proposer de nouvelles stratégies pour que les différentes organisations puissent à terme s'entraider au–delà des frontières nationales.

Définir une stratégie commune

Un volet fondamental de l'atelier a également été consacré à l'identification des outils et des techniques d'information et de communication privilégiés et disponibles afin d'atteindre les communautés locales. Les experts en radio rurale de la FAO (Jean-Pierre Ilboudo) et du CTA (Oumy N'diaye) ont ciblé l'impact que les radios rurales peuvent avoir sur la promotion du développement local, le renforcement des pouvoirs des communautés rurales et la diffusion de l'information sur des thèmes clés. A la suite, de ces présentations, de nombreux participants ont annoncé qu'ils voulaient développer leurs connaissances et lancer des projets dans ce domaine.

Les nouveaux outils électroniques pour la mise en réseau sur l'Internet, comme IMARK et Dgroups (cf. page 19), qui ont été présentés par Sophie Treinen, spécialiste en gestion de l'information de la FAO, ont également suscité

© Alan Stanfield

un vif intérêt et seront très certainement mis en place par un grand nombre de participants dans le futur. Dimitra va utiliser les Dgroups pour renforcer les capacités de ses membres en communication.

Outre le partage et l'échange d'information entre eux, les participants ont également eu l'occasion d'interagir avec des organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux, parmi lesquels la Coopération belge au développement, la FAO, la Banque mondiale, ONUSIDA, le CTA, CONCORD (la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement), et l'Organisation Mondiale de la Santé. Les participants ont ainsi pu obtenir des informations spécifiques sur les différentes politiques de financement et les possibilités de partenariat dans leur pays et au niveau régional.

Aller de l'avant... ensemble

Les représentants d'organisations rurales doivent être bien informés et suffisamment formés afin d'avoir accès aux financements disponibles. Au sein des réseaux, le partage d'information, la participation et la formation sont des facteurs essentiels pour permettre aux organisations de la base de représenter leurs propres intérêts.

Au cours de la séance de clôture de l'atelier, les participants ont eu l'occasion de faire part de leur expérience et de leur vécu à un plus large public. Etaient ainsi présents des représentants de la Fondation Roi Baudouin, de la Coopération belge au développement, de la Commission européenne, des ambassadeurs et des représentants des ambassades des pays ACP, d'ONUSIDA, de l'Organisation mondiale de la santé, de la Commission belge "Femmes et développement", des représentants des ONG européennes, etc.

A la fin de l'atelier, les participants ont pris le temps de discuter sur l'impact de ce qu'ils ont appris ou expérimenté au cours de la semaine. Ils ont aussi considéré les engagements qu'il leur fallait prendre afin de mettre en œuvre les nouveaux plans d'action dans leur travail de tous les jours et dans leurs stratégies de mise en réseau. Tous les participants étaient d'accord sur un point: les discussions ouvertes ont été un facteur de renforcement et de stimulation, les informations échangées ont été très riches et le groupe a montré un grand dynamisme. Une publication sur le travail et les résultats de l'atelier sera publiée par Dimitra et distribuée dans les mois à venir ¶

Plan d'action commun

Contexte: Globalisation et féminisation de la pandémie du VIH-SIDA à cause de la vulnérabilité de la femme rurale: statut social, victime de violences familiales et de conflits armés, situation économique faible, analphabétisme, manque de moyens appropriés de communication, etc.

Outils: Utilisation des réseaux

Objectifs	Actions
Fortifier le cadre organisationnel et opérationnel des organisations des femmes rurales en vue de l'émergence de réseaux nationaux.	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation sur la dynamique de réseau de femmes rurales. Développement de partenariats locaux et régionaux. Organisation de sessions de formation au profit des associations de femmes rurales (dynamique de réseau et VIH-SIDA) pour renforcer leurs pouvoirs.
Asseoir un mécanisme de liaison entre les points focaux en vue de l'émergence d'un réseau régional.	Renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles des points focaux à travers notamment l'organisation de formations, de rencontres d'échanges, d'acquisition de logistique (NTIC et autres).
Elaborer et exécuter avec les réseaux nationaux de femmes rurales un programme de lutte contre le VIH-SIDA, prenant en compte les aspects de la securité alimentaire et de l'analphabétisme.	Rencontres d'informations/formations sur le VIH-SIDA, les politiques agricoles, la protection de l'environnement (conventions sur la désertification, la biodiversité, etc.), l'éducation de la femme et de la jeune fille. Rencontres pour dégager des stratégies de plaidoyer à conduire par les réseaux de femmes rurales sur la problématique de la pandémie du VIH-SIDA. Mettre en œuvre des mécanismes permettant aux réseaux de femmes rurales de prendre part à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des stratégies de lutte contre la pauvreté dans les pays.

Evaluation:
Il est conseillé que l'étape de l'évaluation soit participative, et implique en premier lieu les réseaux des femmes rurales.

Pour plus d'informations contactez:

- CTA
  Ms Isolina Boto
  Rue Montoyer, 39
  Bruxelles 1000, Belgique
  Tel: +32 2 5137436; Fax: +32 2 580868
- Dimitra (voir coordonnées sur le dernier page)

Voici quelques observations recueillies au cours de l'évaluation finale de la semaine de travail:

- *"J'ai une vision nouvelle des besoins et des solutions possibles. Nous ne sommes pas seuls et, ensemble, nous pouvons déplacer des montagnes."*
- *"Je prends toute la mesure de l'impact et de la promotion du travail en réseau."*
- *"Désormais, j'ai conscience de la quantité d'aide disponible et de la manière dont je peux y avoir accès."*
- *" Nous avons eu une vue d'ensemble de l'ampleur du SIDA et de la force dont font preuve les associations de femmes pour lutter contre cette maladie lorsqu'elles s'organisent."*
- *" – Qu'est–ce qui vous rend aussi gai? – C'est l'esprit Dimitra!"*

© Alan Stanfield

"Les femmes, les radios rurales et les nouvelles technologies de l'information et de la communication"

THIÈS, SÉNÉGAL, 30 MARS AU 1ER AVRIL 2005

Dans les zones rurales, les radios communautaires jouent un rôle fondamental d'outil de développement local et d'autonomisation des femmes à travers une approche participative. Il faut développer ce potentiel pour renforcer le statut des femmes.

Fin mars 2005, l'Enda-Pronat et le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal (RNFRS) ont organisé un atelier de formulation d'un projet de radio rurale de trois jours intitulé "*Les femmes, les radios rurales et les nouvelles technologies de l'information et de la communication*", avec l'appui du Projet Dimitra, du Service de la vulgarisation, de l'éducation et de la communication et de la Sous-Division du renforcement des capacités et de la promotion des activités associées à WAICENT, de la FAO.

Cet événement fait suite aux recommandations de l'atelier "*Femmes Rurales et Foncier*" organisé par Enda-Pronat et Dimitra à Thiès le 27 février 2003. Il s'agissait d'assurer le renforcement des capacités en communication et information internes et externes du RNFRS. Ce réseau comprend pour le moment 150 organisations à la base et son bureau est composé uniquement de femmes rurales.

Les femmes sont sous-représentées dans les radios

Les femmes rurales fondent de grands espoirs sur les radios communautaires car ces dernières peuvent leur permettre de s'exprimer et de faire connaître leurs besoins. Trouver des solutions à leurs problèmes pourraient être des facteurs de renforcement de leur position sociale.

La sous-représentation des femmes dans le fonctionnement des radios est un problème important et elle est due à plusieurs raisons, parmi lesquelles le manque de temps et l'analphabétisme. En saison sèche, les femmes passent les trois quarts de la journée au puits, après quoi, elles sont trop fatiguées pour écouter des émissions de radio, quelle que soit leur importance.

Il est indispensable que plus de femmes soient recrutées, formées et impliquées comme productrices et animatrices de radio et encouragées à contribuer davantage au contenu des émissions. Ceci peut se faire par le renforcement des synergies entre les organisations des femmes et les radios communautaires.

L'engagement du RNFRS auprès des radios constituera un facteur de changement pour un meilleur accompagnement du développement local et du renforcement du pouvoir des femmes.

Les synergies entre les groupements de femmes et les radios communautaires

Pour les participants à l'atelier, c'était l'occasion de créer des synergies et d'établir un maillage entre les représentantes du RNFRS et des radios communautaires dans le but:

– de renforcer, échanger, communiquer entre organisations de base et décideurs à travers les radios rurales et les NTIC;
– d'utiliser le réseau national des radios communautaires rurales comme un outil de communication sociale par le RNFRS;
– de créer des radios (gérées par des femmes).

Les participants à l'atelier regroupaient des femmes rurales, des représentants des ONG, de l'AMARC, d'ENDA Cyberpop, des chefs de stations de radios communautaires, la presse écrite (SUD–FM, PANOS) et les deux consultants qui avaient préparé le rapport préliminaire. Dans un premier temps, il s'agissait surtout de sensibiliser les chefs de station aux questions de genre et de faire participer les femmes du réseau, en tant que communicatrices rurales, à la vie de la radio communautaire et de les former à l'utilisation de cet outil.

Participation et dialogue

Une méthodologie participative a été utilisée pour identifier les besoins des femmes rurales en matière d'information et communication. Elle a permis le dialogue entre tous, a aidé à recueillir les propositions pour une meilleure utilisation de la radio et a favorisé l'implication des populations rurales (et plus particulièrement des femmes) dans la définition des programmes.

Après avoir pris le temps de réfléchir ensemble, les participants ont souligné d'autres attentes:

– le développement d'une synergie inter–réseaux (élargir le cercle entre entités travaillant dans le même secteur);
– une bonne identification du partenariat (radios communautaires et réseaux des femmes rurales); et
– la formation des femmes aux outils radiophoniques, et des radios aux besoins des femmes.

Défis

Quelques défis ont été identifiés lors des travaux de groupe:

– comment le paysan peut se faire entendre et profiter des expériences des autres;
– les radios et le téléphone existent mais tous les villages n'en sont pas équipés;
– comment résoudre les problèmes d'enclavement des villages et la cherté des coûts des prestations de radios;
– comment résoudre le problème de communication lié à l'analphabétisme;
– comment équiper les femmes des organisations, leur donner des outils leur permettant d'être informées sur les prix en cours dans les marchés centraux;
– comment créer des radios communautaires dans les zones défavorisées et améliorer le réseau téléphonique.

La clôture de l'atelier a donné naissance à un projet de partenariat entre le RNFRS et les radios communautaires rurales. Le projet comprend notamment l'organisation d'ateliers de formations pour les membres du réseau et les agents des radios, et la mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation des émissions radio. ¶

Pour plus d'informations, contactez:

le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal
c/o l'Enda-Pronat
B.P. 3370 Dakar, Sénégal
Tél: +221 8 225 565 – Fax: +221 8 235157 ou 222 695
dimitra@enda.sn

© Eliane Najros

La 3ème conférence panafricaine de l'Amarc: "Le contenu local au service du développement durable de la radio communautaire en Afrique"

18–23 avril 2005, Nairobi, Kenya

La troisième Assemblée panafricaine des radiodiffuseurs communautaires s'est réunie à Nairobi, au Kenya, du 18 au 23 avril 2005. La radiodiffusion communautaire en langue locale favorise la participation des communautés rurales, encourage le développement de contenu local et constitue un facteur essentiel de changement social.

La conférence panafricaine de l'AMARC (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires) se tient tous les quatre ans pour permettre aux radiodiffuseurs communautaires de se rencontrer et d'élaborer ensemble une stratégie et un plan d'action communs.

Le choix du thème de la conférence "*Le contenu local au service du développement durable de la radio communautaire en Afrique*" repose sur le fait que la radio constitue le moyen de communication le plus accessible sur le continent et qu'elle joue un rôle majeur dans des processus internationaux tels que le Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) et d'autres facteurs internationaux de développement.

La coordinatrice de Dimitra a participé à la conférence afin de présenter le projet et ses liens futurs avec les radios communautaires. On note une claire convergence d'objectifs entre Dimitra et les radios communautaires, parmi lesquels:

– travailler en vue d'un changement social par l'information et la communication;
– promouvoir la participation de la communauté et le développement d'un contenu local.

Ces deux facteurs sont liés à l'importance donnée aux connaissances et à l'expérience locales.

Créer du contenu local

Ces 10 dernières années, la radio communautaire a joué un rôle innovant dans les processus de développement en Afrique, en contribuant à traiter de questions clés telles que les droits humains, les moyens d'existence et la gouvernance. Lors de la conférence, Steve Buckley, Président de l'AMARC International, a expliqué comment un environnement juridique positif pouvait promouvoir l'installation et le bon fonctionnement des radios communautaires, ainsi que la production de contenu de qualité.

Au Kenya, où la conférence s'est tenue, il existe de nombreuses radios commerciales mais seulement une radio communautaire, Radio Mang'elete, diffusée à Kikamba. Cette radio a été créée par 33 groupes de femmes et a émis pour la première fois en février 2004.

La radio communautaire: un outil pour renforcer les pouvoirs des femmes

Les participants ont convenu de renforcer le réseau AMARC Afrique en continuant à sensibiliser et à renforcer les pouvoirs des femmes de la base, au niveau de leur participation aux projets de radio communautaire afin qu'elles puissent occuper des positions de leadership ou de prise de décision au sein de leurs communautés. De nombreux groupes de femmes considèrent la radio communautaire comme un important outil d'information et de communication pouvant être utilisé pour participer au développement de leur région.

Cette réunion a clairement mis en évidence la vitalité, le dynamisme et la détermination du Réseau des femmes de l'AMARC Afrique et du mouvement des femmes africaines en général. Il semble donc que l'horizon se profile sous de meilleurs auspices pour la participation des femmes à la radio communautaire! ¶

© Eliane Najros

Pour plus d'informations sur la conférence, veuillez consulter le site Web d'AMARC: http://africa.amarc.org/

© Eliane Najros

La radio dans les zones rurales: le monde est sur les ondes

Jadis, les canaux informels de communication en milieu rural (discussions autour d'un puits, dans les champs et les marchés hebdomadaires ou loumas) amplifiaient les échos d'un message. Aujourd'hui les nouveaux canaux d'information et de communication (radio, télévision, Internet) portent plus loin l'information considérée comme un catalyseur des changements sociaux.

Les populations rurales vivent souvent dans des zones reculées et isolées, caractérisées par un faible accès à l'information et au transport,et où l'analphabétisme et les différences culturelles ou linguistiques sont des problèmes récurrents. Les radios communautaires permettent à ces populations d'avoir un meilleur accès aux informations dont elles ont besoin.

Dans le district de Koumpentoum (centre-est du Sénégal), à 400 km de Dakar, la station de radio communautaire Niani Fm contribue à relier les habitants des zones rurales et diffuse un contenu fourni essentiellement par les populations locales. Les programmes abordent des thèmes clés du développement, comme l'agriculture, l'élevage, la pêche, les transports, ainsi que des questions sociales, notamment la place et le rôle des femmes rurales, l'éducation et la santé.

Valoriser les langues locales

Le wolof, le pulaar, le mandingue, et le sérère sont les langues parlées par la population sénégalaise et elles font l'objet d'une promotion et d'une valorisation par le biais d'émissions interactives. Dans toute l'Afrique, les stations de radios communautaires rurales utilisent les langues locales pour encourager des échanges plus efficaces d'informations et de connaissances.

Pour reprendre les termes du président de l'Académie africaine des langues (ACALAN): "La communauté africaine doit faire en sorte que son patrimoine linguistique puisse être exploité pour pouvoir apporter au monde son savoir–faire de manière à se mettre dans une dynamique de cette société de la connaissance et du savoir partager". ¶

Source: résumé d'un article de M. Baba THIAM

Journaliste – Sociologue chargé de la production et de la radiodiffusion
ENDA CYBERPOP, Sénégal
Tel: +221 824 65 47 – Fax: +221 864 45 87
thiambaba@hotmail.com

Examen des tendances mondiales et de l'intégration des considérations de parité hommes-femmes dans la Déclaration de Beijing et la Plate-forme d'action dix ans après

Depuis les engagements pris il y a dix ans dans le cadre de la Déclaration de Beijing et de la Plate-forme d'action, le contexte mondial a radicalement changé, donnant lieu à de nouveaux défis pour la promotion de l'égalité hommes-femmes et le renforcement des pouvoirs des femmes, plus particulièrement celui des femmes rurales.

L'impact de la mondialisation

Le processus complexe de la mondialisation a entraîné une situation où les femmes rurales risquent de perdre tout contrôle sur l'accès à la terre et à ses revenus lors de la transition entre cultures vivrières et cultures commerciales. La privatisation a rendu bien plus difficile pour les femmes rurales l'accès aux biens productifs, à la connaissance et aux services.

Terre, propriété et droits d'héritage

Les droits humains des femmes rurales, la sécurité alimentaire des familles ainsi que les droits relatifs à la terre, à la propriété et à l'héritage doivent faire l'objet d'actions concrètes. Même lorsque les législations nationales confèrent aux hommes et aux femmes des droits égaux en termes de propriété et de contrôle de la terre, les lois coutumières empêchent généralement les femmes d'avoir un droit de propriété complet sur leur terre.

Modifications du paysage de la population rurale

Ces dernières années, la démographie rurale a évolué: le nombre de familles dirigées par une femme, une personne âgée ou un orphelin est en pleine augmentation, en raison d'une migration de la population masculine à la recherche d'un emploi, d'un morcellement des noyaux familiaux, des guerres et conflits et d'un taux de mortalité élevé dû au VIH-SIDA parmi les jeunes adultes. Les concepts de famille et de ménage évoluent en fonction du mode de production agricole.

Plus d'information pour et sur les femmes rurales

Pour relever les défis énoncés dans la Plate-forme d'action de Beijing et les Objectifs du Millénaire pour le développement, les femmes rurales doivent être informées de leur condition et de leurs droits et les gouvernements doivent être informés sur les femmes rurales, surtout par rapport au contexte de leurs relations avec les hommes en termes d'accès aux ressources et de contrôle sur ces dernières.

Fossé numérique urbain-rural

Ces vingt dernières années, les types d'informations et la vitesse à laquelle elles sont transmises à un grand nombre d'utilisateurs ont enregistré une croissance considérable. Pourtant, le fossé numérique entre les zones urbaines et rurales et entre les hommes et les femmes subsiste et va en s'élargissant.

© Eliane Najros

Lacunes et défis

- Même lorsque les approches participatives sont reconnues essentielles et sont dûment appliquées, elles ne parviennent toujours pas à garantir l'inclusion des femmes dans les processus de planification.
- Les indicateurs sensibles à la dimension du genre, les données et statistiques ventilées par sexe et la capacité à analyser et à interpréter ces données sont essentiels à l'élaboration des politiques agricoles et à la planification en la matière, mais restent néanmoins difficiles à élaborer et à utiliser.
- Les technologies de l'information et de la communication (TIC), comme toutes les technologies, ont le potentiel de renforcer les pouvoirs des femmes rurales, mais il est fondamental de comprendre les besoins et les contraintes liés à ces technologies pour les femmes rurales afin de mettre en place un environnement favorable leur permettant d'en tirer pleinement parti.

Quelques réponses de la FAO

- Le projet Dimitra fournit un outil grâce auquel les organisations de femmes de la base peuvent faire entendre leur voix au niveau international. Il s'agit d'un outil essentiel de plaidoyer et de mise en réseau.
- La FAO a contribué à améliorer l'accès mondial à l'information relative aux femmes rurales en élargissant les mécanismes de recherche à l'échelle mondiale sur son site Web, en proposant un volume accrû d'information à des fins d'élaboration de politiques, de planification et de plaidoyer et en conduisant des recherches continues sur les femmes rurales et les questions liées aux relations entre la dimension de genre et le développement agricole et rural.
- La FAO a fait progresser le développement et l'utilisation de données et de statistiques sensibles au genre afin d'améliorer l'élaboration de politiques et la planification en matière de développement agricole et rural.

Relever le défi: réaffirmer un engagement en vue de l'autonomisation des femmes

La Plate-forme d'action de Beijing et, plus récemment, les Objectifs du Millénaire pour le développement, ont mis en évidence la nécessité urgente de veiller à ce que la reconnaissance des droits humains des femmes se traduise par une véritable jouissance de ces mêmes droits. L'expérience de la FAO, au vu du contexte mondial, a montré que l'intégration des considérations de parité hommes-femmes doit continuer à être rigoureusement appliquée. Il est essentiel de relier les politiques, les stratégies et les plans d'action afin de combler peu à peu le fossé séparant la théorie de l'action concrète. Pour y parvenir, certaines propositions ont été formulées:

- Réaffirmer l'engagement vis-à-vis des droits des femmes et de l'égalité hommes-femmes;
- Réaffirmer l'application de la perspective de genre et recibler les objectifs sur l'autonomisation effective des femmes.
- Mettre en place une demande et un engagement à l'échelle nationale.
- Renforcer la capacité organisationnelle. ¶

Résumé des extraits d'un document préparé par Catherine Hill (Consultante FAO) et Yianna Lambrou (Division de la parité hommes–femmes et de la population, FAO) "Ten years after the Beijing Declaration and the Platform for Action (BPFA): Global trends and gender mainstreaming" (disponible en anglais seulement). Pour consulter le document, voir: http://www.fao.org/sd/

Beijing+10: la lutte pour les droits fonciers continue

La Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont profité de la revue, menée en mars 2005, de la Plate-forme d'action de Beijing pour organiser un programme spécial sur l'accès des femmes à la terre et à l'eau. L'objectif était de promouvoir le renforcement des pouvoirs des femmes en leur conférant des droits sur les ressources et plus particulièrement des droits de propriété, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'importance des droits fonciers des femmes

Au cours des discussions, la responsable genre du FIDA a exprimé ses vives préoccupations sur le peu d'attention accordée aux droits fonciers des femmes en général et, plus spécifiquement, dans le contexte de Beijing+10. La nécessité de cibler les préoccupations des femmes en vue du renforcement de leur autonomisation économique a également été soulignée.

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a présenté les résultats de nombreux pays en développement, confirmant la relation directe qui existe entre l'accès des femmes à la terre et une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Un accent sur les droits des femmes

Une importance toute particulière a été accordée à la nécessité d'intensifier les efforts conjoints de plaidoyer au niveau national et mondial, parallèlement à l'utilisation ou à la mise en place d'instruments visant à aider les femmes à faire valoir leurs droits. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a été citée comme étant la seule convention ratifiée incluant les droits fonciers des femmes.

Les membres du panel représentant des organisations non gouvernementales ont fourni un éclairage axé sur le plan communautaire.

La Directrice de la "Society for Partners in Development du Népal", a parlé du rôle important de la mobilisation sociale en vue de changer les mentalités des ministères alors que "Asian Women Land Rights Consult" a présenté ses efforts de plaidoyer visant à obtenir l'accord du gouvernement afin de créer des centres de femmes dans les villages frappés par l'insécurité alimentaire. ¶

Pour plus d'information, consultez l'adresse: http://www.landcoalition.org

Source: Coalition internationale pour l'accès à la terre, bulletin d'information " Advancing Together ", volume 2, n° 2, juin 2005.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement: les enseignements des partenaires de la Coalition pour l'accès à la terre

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Objectif n°3) et Réduire l'extrême pauvreté et la faim (Objectif n°1)

Les femmes détiennent moins de deux pour cent de toute la terre et bénéficient de moins de cinq pour cent de tous les services de soutien, malgré le fait qu'elles jouent un rôle de plus en plus important dans l'agriculture et la sécurité alimentaire des familles. Les femmes et les familles dirigées par une femme constituent une majorité croissante des couches extrêmement pauvres de la société.

Une attention toute particulière devrait être accordée aux droits de propriété et d'héritage des femmes et des jeunes filles.

Dans les pays où la loi autorise les noms des deux conjoints à figurer sur le certificat de propriété foncière, les femmes rurales peuvent bénéficier d'une aide afin de mieux comprendre leurs droits et les procédures d'administration foncière.

Il faut également veiller à garantir les droits des femmes en cas de modification des régimes fonciers. Lorsque ces mêmes régimes passent d'un système coutumier ou communal à un système individuel, les femmes risquent de perdre la terre dont elles ont eu la charge en vertu des modes traditionnels d'occupation des terres. La participation équitable des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux est nécessaire pour garantir une égalité des possibilités économiques, notamment l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles.

Pour plus d'informations voir: http://www.un.org/french/millenniumgoals/index.html http://www.landcoalition.org/

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION | 16 OCTOBER, 2005

"Agriculture et dialogue des cultures - notre patrimoine commun"

Chaque année, la FAO célèbre la Journée mondiale de l'Alimentation le 16 octobre, date à laquelle l'organisation a été fondée en 1945. Cette année, qui marque le 60ème anniversaire de la FAO, la Journée mondiale de l'alimentation sera célébrée le lundi 17 octobre.

Le thème de l'édition 2005 de la Journée mondiale de l'Alimentation et du Telefood, "Agriculture et dialogue des cultures", rappelle la contribution des différentes cultures à l'agriculture mondiale et plaide en faveur d'un véritable dialogue interculturel qui est une condition indispensable aux progrès de la lutte contre la faim et de la dégradation de l'environnement.

Bien que le passage de la chasse et de la cueillette à une production alimentaire fondée sur la culture et l'élevage – autrement dit, la naissance de l'agriculture – se soit produit de façon indépendante dans de nombreuses régions du monde voilà environ 10 000 ans, l'histoire de l'agriculture est riche d'exemples d'échanges interculturels aux conséquences majeures. Tout au long de l'histoire, les échanges de plantes cultivées et d'animaux d'élevage entre différentes civilisations ont contribué à révolutionner les régimes alimentaires et à lutter contre la pauvreté.

Coopération sud-sud

Le dialogue des cultures entre les pays en développement confrontés à des problèmes similaires en matière d'alimentation et d'agriculture est de première utilité et ne se limite pas au simple transfert de technologies, de semences et d'espèces. La coopération sud-sud visant l'échange de connaissances, de compétences et d'expériences a donné lieu au transfert de nombreuses solutions adaptées au contexte local.

Alors que les initiatives internationales et les réseaux de la société civile encouragent le dialogue des cultures pour aider à atteindre les objectifs fixés par le Sommet mondial de l'alimentation et les Objectifs du Millénaire pour le Développement, la Journée mondiale de l'Alimentation offre l'occasion, au niveau local, national et international, d'accroître le dialogue et de renforcer la solidarité. ¶

© Eliane Najros

Pour plus d'informations sur la Journée mondiale de l'Alimentation, consultez l'adresse: http://www.fao.org/wfd/2005/

© Eliane Nikoi

Un regard pratique sur le genre et la gestion foncière

Les femmes et la gestion foncière constituent une question sensible et qui, systématiquement, entraîne des débats animés. Afin d'aider les praticiens à se retrouver dans les méandres d'un sujet fort complexe, Oxfam GB a produit un résumé d'une nouvelle publication de la Banque Mondiale qui rassemble les informations, les idées et les propositions des meilleures pratiques, à partir de quatre études de cas au Ghana, au Laos, en Bolivie et en Azerbaïdjan.

Le rapport de la Banque Mondiale, intitulé "*Gender Issues and Best Practices in Land Administration Projects: A Synthesis Report*"– (Questions liées au genre et meilleures pratiques dans les projets de gestion foncière: rapport de synthèse) a été produit par son Département de l'agriculture et du développement rural. Il se divise en quatre sections principales:

– Pourquoi le genre a-t-il une importance dans la politique foncière? Théorie et démonstration;
– Acteurs de la lutte pour les droits fonciers des femmes;
– Questions prioritaires liées au genre dans les projets de gestion foncière;
– Enseignements et recommandations.

Sur le plan pratique, le rapport soulève diverses questions, fournit des listes de contrôle (check-lists), une matrice sur les différentes formes de propriété ainsi qu'un questionnaire-type pour la collecte de données en vue d'une évaluation de base et d'une étude d'impact.

Prendre en compte l'aspect genre dès le début du projet

L'un des thèmes clés mis en évidence par le rapport est la nécessité de disposer d'informations ventilées par sexe, renforcée par la recommandation suivante: "Faire du genre un élément à part entière [de la gestion foncière] depuis le tout début du projet et dans l'ensemble de ses phases et composants."

Lorsque le genre est pris en considération dans les premières étapes d'un programme ou d'un projet, les connaissances et les coûts financiers nécessaires peuvent être intégrés et le contrôle et l'évaluation des impacts se révèlent plus efficaces.

La collecte de données ventilées par sexe est essentielle pour évaluer l'ampleur et l'étendue des droits fonciers des femmes et pour estimer l'impact des projets d'administration foncière sur l'égalité hommes–femmes.

Ces données spécifiques au genre alimentent les connaissances sur la manière dont les droits fonciers sont distribués parmi les différents groupes de femmes et d'hommes et sur l'impact qu'une différenciation au niveau des droits fonciers peut avoir sur l'égalité hommes-femmes et sur les capacités des femmes.

Les coutumes et les traditions locales vont parfois à l'encontre de la réforme législative et, souvent, influencent plus fortement la propriété ou l'utilisation de la terre par les femmes que les textes législatifs. Les institutions coutumières sont généralement très importantes pour mettre en application les droits fonciers des femmes ou d'apporter des modifications à des normes coutumières de longue date. Les femmes sont probablement plus disposées à consulter les chefs de village, au vu de leur caractère local et donc de leur accessibilité, que de participer à l'audience officielle d'un tribunal.

Valoriser le droit des femmes à la terre

D'autres avancent, cependant, qu'une attention insuffisante est accordée aux relations de pouvoir dans les zones rurales et à leurs implications pour les groupes sociaux, comme les femmes, dont la position et la représentation au niveau des structures locales de pouvoir font défaut. Le rapport estime que "la réforme législative, en soi, n'entraîne que peu de différences pour la majorité des femmes" et que celles qui en tirent parti sont souvent des "femmes urbaines, éduquées et généralement aisées". La législation foncière peut donner lieu à de nombreuses actions concrètes, mais le droit de la famille, de l'héritage ou le droit coutumier peuvent avoir un impact plus significatif sur les femmes. La polygamie, également, "affecte gravement les droits des femmes à la propriété et constitue une source importante de tension et d'angoisse au niveau des droits fonciers dans de nombreux pays."

Les thèmes clés

Concernant les dimensions du genre dans l'administration foncière, le rapport met en évidence:

– un manque de compréhension de la complexité et de la diversité des modèles de régime foncier, y compris des droits des femmes;
– une croyance selon laquelle la prise en compte des questions liées au genre se limite à l'émission de titres de propriété ou de titres de propriété conjointe pour les femmes, en négligeant:
  – les transactions ultérieures;
  – l'application et l'actualisation de ces droits;
  – les avantages pouvant découler de la formalisation des droits des femmes (comme l'accès au crédit);
  – la modification des pouvoirs de prise de décisions au sein des familles;
– la nécessité d'intégrer l'égalité des chances pour tous les employés dans tous les types d'activités.

Les questions devant être abordées sont, entre autres, les suivantes: droits communaux et individuels à la terre, pratiques en matière d'héritage et de mariage et différences entre les zones urbaines et les zones rurales.

L'information est critique

Le rapport souligne l'importance de l'information et la nécessité, pour toutes les parties prenantes, de connaître et de comprendre leurs droits ainsi que les menaces qui pèsent sur ces derniers. Ainsi, des questions telles que les moyens de communication, l'analphabétisme (dont la lecture de cartes), la situation géographique et le timing sont perçus comme étant fondamentaux. L'information doit être accessible à tous, en gardant plus particulièrement à l'esprit que les femmes des zones rurales sont souvent moins mobiles que les hommes.

L'éducation, la formation et la communication sont considérés comme des outils précieux pour:

– promouvoir l'égalité hommes-femmes dans l'administration foncière;
– sensibiliser au sujet des droits au sein d'un pays et, de ce fait, encourager une durabilité à long terme;
– rendre les responsables de la mise en oeuvre des projets davantage conscients des implications sociales et culturelles et de la nécessité de prendre en considération la dimension du genre;
– accroître la participation des femmes à l'administration foncière, un univers traditionnellement masculin;
– accroître la participation des femmes et des hommes aux processus d'octroi de titres de propriété et d'enregistrement.

Ceci signifie également inclure les femmes dans les formations techniques ou autres, les programmes d'éducation ou les voyages d'études. Ces initiatives contribuent à renforcer les pouvoirs des femmes, en dépit des traditions régnant au sein de l'administration foncière.

Impliquer les hommes et les femmes.

Le rapport conclut également que "l'information des hommes et des femmes sur leurs droits est essentielle pour une compréhension mutuelle des différences. Les séances rassemblant les hommes et les femmes permettent également à chaque groupe de comprendre quels sont les possibles obstacles à une pleine participation et peut encourager les familles à surmonter ces obstacles ensemble. Toutefois, il est également souvent important d'organiser des séances séparées, destinées aux femmes, afin de leur assurer un environnement non menaçant, propice à la discussion, et de fournir une remontée d'information aux instances d'administration foncière. L'organisation de réunions publiques où les jeunes peuvent participer constitue également une manière de garantir que la prochaine génération de propriétaires terriens possède une meilleure compréhension de ses droits." ¶

Source: Résumé d'extraits d'un rapport "A Guide to the World Bank's Gender Issues and Best Practices in Land Administration Projects: A Synthesis Report" préparé par Mr. Robin Palmer, Conseiller en questions foncières Oxfam GB-http://www.oxfam.org.uk/
Banque Mondiale – http://www.worldbank.org/ (disponible en anglais seulement)

Dimitra Bulletin

Le kipatane: un moyen de vivre pour les femmes sans terre au Burundi

BAG ESSA L. FABRICE | PACT–Burundi

Vivre sans ressource en milieu rural

Le mal le plus atroce en milieu rural au Burundi est d'y demeurer analphabète et sans lopin de terre. Vivre sans parcelle léguée par ses parents constitue la base de tous les problèmes liés à la pauvreté en milieu rural, car on n'a ni où cultiver et ni où construire son toit. Les femmes inventent différentes stratégies de survie et elles essaient de se débrouiller pour faire vivre leur famille. L'une des plus connues est le 'kipatane': un terrain à cultiver pour le compte de tiers pour avoir sa ration journalière. Ce service agricole payant peut être rendu soit individuellement, soit en groupe.

Nous montrons ci-dessous quelques réalités vues et vécues par les femmes au quotidien et les solutions adoptées pour atténuer au moins les problèmes liés à la faim et à la pauvreté, sources de tous les maux qu'elles connaissent.

Entre risque et désespoir: les souffrances de la femme rurale

Souvent délaissées ou abandonnées à elles-mêmes par leurs maris ou étant veuves, les femmes rurales des ménages les plus démunis, les Batwa et autres marginalisées se confondent implicitement aux enfants de la rue. Elles luttent au jour le jour pour chercher le kipatane de colline en colline. Elles font des kilomètres pleins de risque et de désespoir, qui sont semblables aux migrations de chaque saison culturale.

Après ces neuf mois de calvaire marathon, l'été est la saison de la grande indignation quand les activités s'arrêtent car c'est en cette saison que ces malheureuses innocentes se prostituent et risquent le VIH-SIDA pour survivre.

Devant ce tourment et cette pauvreté, ces femmes sont rongées et s'épuisent. Dans les champs, on voit ces bébés, aux cheveux roux et aux joues gonflées, couchés dans des linges en lambeaux sous les bananiers ou entre les plates bandes des champs de manioc, sous la pluie ou un soleil ardent. Sans nourriture, ils attendent le pauvre lait maternel d'une mère amaigrie et abattue par la misère, la malnutrition et la fatigue.

Défier le statu quo

Pour les groupements de femmes, le kipatane se fait pour obtenir des micro-financements d'assistance mutuelle. La FAO Burundi a ramené l'espoir à plus de mille et une femmes rurales se trouvant dans les provinces encore en proie à des conflits armés comme à Bujumbura rural et partout où il y a eu nécessité sur tout le territoire national. Grâce à elle, Action Philantropique

© Fabrice Bag Essa

(PACT) a créé plusieurs groupements de base devenus très actifs sur les collines et qui sont maintenant en plein essor.

La PACT a distribué à 3116 ménages des intrants agricoles comme les houes, les semences maraîchères, des haricots et des maïs au cours des saisons 2003-20004. Vingt brouettes et quelques pulvérisateurs ont été remis aux vulnérables appartenant aux groupements les plus dévoués aux travaux de lutte contre l'insécurité alimentaire.

A toutes ces réalisations s'est ajouté un micro-projet: le fonds de crédit rotatif du petit bétail (obtenu du DFID) destiné aux plus démunies. Une méthode résultant de cette synergie de partenariat entre ces derniers et la PACT a été inventée pour pallier progressivement aux problèmes d'insécurité économiques que connaissent les femmes rurales au sein des ménages. Il faut penser à la femme rurale: rescapée des conflits armés, l'équation misère-prostitution-maladie la précipite dans sa tombe et ses droits continuent à être bafoués. ¶

PACT– Action Philantropique

B.P. 3433 Bujumbura–Burundi
Tel: + 257 (0) 975089
pactbu@yahoo.fr
http://www.iansa.org/about/members.htm

JOURNÉE MONDIALE DE LA FEMME RURALE 15 OCTOBRE 2005

"Quels droits pour les citoyennes du monde rural?"

Objectif de la journée

Le thème de cette année vise à promouvoir le rôle des femmes rurales dans la société, à défendre leurs droits et à sensibiliser le reste de la population à leurs moyens d'existence.

Les initiatives visant à célébrer cette journée sont laissées au soin des organisations et communautés, selon leurs propres traditions et exigences, dans un esprit de solidarité et de coopération.

La Journée mondiale de la femme rurale fournit aux femmes rurales et à leurs organisations une plate–forme centrale afin de:

1. Rendre davantage visibles les femmes rurales;
2. Sensibiliser les gouvernements et l'opinion public au rôle crucial et pourtant largement méconnu, des femmes rurales; et
3. Promouvoir les actions d'aide aux femmes rurales. ¶

Pour plus d'information, consultez l'adresse: http://www.rural–womens–day.org/

Reconnaître le rôle des femmes dans la construction de la paix: pour une participation à part égale à la table des négociations

En juillet 2005, le Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) a appelé la communauté internationale à reconnaître les efforts entrepris par les femmes pour prévenir et résoudre les conflits dans leurs communautés et pour contribuer à l'inclusion des femmes en tant que participantes à part entière et sur un pied d'égalité aux processus de paix officiels.

Pour citer la Directrice du programme régional de l'UNIFEM pour la Région de l'est et de la Corne de l'Afrique, Mme Nyaradzai Gumbonzvanda, même si les femmes jouent généralement un rôle de premier plan (leadership) au sein de leur communauté pendant et après les conflits, elles sont trop souvent exclues des négociations et des accords de paix officiels. "Le rôle des femmes est souvent sous-estimé ou ignoré, malgré le fait que ces dernières ont le droit de participer, sur un pied d'égalité avec les hommes, à l'ensemble des processus de gouvernance et de prise de décision. Les négociations de paix officielles qui excluent la moitié de la population n'ont que peu de chance de jouir d'un soutien populaire.", a dit Mme Gumbonzvanda.

© Eliane Najros

Une réflexion créative

En Somalie, au cours des pourparlers de paix qui se sont tenus à Djibouti en 2000, seuls les clans (cinq d'entre eux) ont été reconnus en tant que participants légitimes aux négociations. Les femmes, exclues des cinq clans, se sont mobilisées pour former un "sixième clan", qui a finalement été accepté comme participant à part entière aux négociations de paix qui se sont tenues au niveau des plus hautes instances. Leur présence a conduit à ce que la Charte fédérale requiert qu'un minimum de 12 pour cent des sièges de l'Assemblée nationale soient occupés par des femmes.

"Nous avons dû faire preuve de créativité et d'originalité", explique Asha Hagi Amin, nouvellement élue députée et fondatrice de l'ONG "Sauver les femmes et les enfants somaliens", en décrivant la manière dont les femmes se sont organisées, malgré le cloisonnement des clans, pour former ce qui est devenu non seulement un "multi-clan" mais un clan qui, pour la première fois, a représenté les femmes de tout le pays. "En tant que femmes, nous n'avions aucun rôle dans la structure traditionnelle du clan. Nous n'avions donc pas le droit de représenter nos propres clans et, donc, de participer au processus de paix. Puisque nous n'étions pas traitées comme des membres à part entière de nos propres clans, nous avons refusé de rallier leur cause et nous avons choisi de former notre propre clan, pour représenter la voix des femmes et, plus important, la voix de la paix. Au cours des pourparlers de paix de Djibouti, seuls les hommes étaient autorisés à siéger à l'intérieur de la tente principale où se tenaient les négociations. Par conséquent, nous avons pris place à l'extérieur et avons exigé de participer jusqu'à obtenir gain de cause. J'ai eu l'honneur de représenter le sixième clan et, pour la première fois, j'ai pris place à côté des hommes en tant que participante à part entière et traitée sur un pied d'égalité".

Les réseaux de femmes sont des alliés clés

Alors que les négociations du processus de paix se poursuivent en Somalie, les femmes jouent un rôle fondamental, travaillant au sein des différents clans et milices afin de prôner la paix et la non–violence pour que Mogadishu reste un lieu sûr, propice à la poursuite des pourparlers.

Les réseaux de femmes, dont la portée s'étend au niveau local et, de plus en plus, au niveau régional, constituent des alliés clés dans la mise en place et le maintien d'un soutien de l'opinion publique pour le processus de paix en cours. Les efforts de plaidoyer déployés par les groupes de femmes de la société civile peuvent contribuer à lancer des négociations de paix officielles, à encourager l'opinion publique à soutenir leur poursuite jusqu'à la signature d'un accord de paix puis à aider à la mise en œuvre d'un tel accord. ¶

Pour plus d'information, consultez le site http://www.unifem.org/

UNIFEM, 304 East 45th Street, 15th Floor, New York, NY 10017.
Tel: +1 212–906–6400; Fax: +1 212–906–6705.

Femmes de courage

Il y aura un chant du matin
Pour celles qui nettoient la poussière
Des coups des enfants
Le sang des blessures des balles
Celles qui chassent le sommeil des yeux des épuisés
Et dont le labeur protège
Le frêle corps des vieillards
Celles dont la souffrance est multipliée par les appels de leurs petits
Marquées de cicatrices par la précision de leurs inquisiteurs
Qui refusent de battre en retraite dans la bataille
Et qui meurent avec la somme de cette connaissance
Il y aura un futur.

IYAMIDE HAZELEY
originaire de Sierra Léone, a vécu en Afrique de l'ouest

Extrait de: Busby, Margaret. Daughters of Africa: An International Anthology of Words and Writings by Women of African Descent from the Ancient Egyptian to the Present. 1992. p. 906.

Traduction française du poème par Michaël Picq

La contribution des femmes au processus électoral en République Démocratique du Congo

ELISE MUHIMUZI | *Conafed*

Depuis l'avènement du multipartisme, les femmes congolaises ont pris conscience de la nécessité d'apporter leur contribution active au développement de la République Démocratique du Congo.

La femme des milieux pauvres, spécialement en campagne et en périphérie urbaine se trouve cruellement confrontée à une misère grandissante qui se traduit entre autre par: la pénurie de nourriture et d'eau potable, la malnutrition, un très difficile accès aux soins de santé, sinon quasi inexistant, l'absence de revenu individuel...

De nombreux défis

En dépit, de certains discours officiels, très peu de ressources publiques sont consacrées à la lutte contre la pauvreté, et encore moins a lutter contre l'impunité des auteurs de viols.
Les défis de la reconstruction et de la démocratisation,... bref d'une bonne gouvernance du pays passe aussi, impérieusement, par la promotion et l'implication des femmes rurales périurbaines et urbaines pour faire bénéficier le pays de leur apport. Il s'agit:

– d'inciter les femmes congolaises à plus de responsabilités et à adopter une vision commune en vue d'un plaidoyer à même de les aider à sortir de l'état d'asservissement dans lequel la transition politique, la culture et les différentes guerres les ont enfermées;
– d'aider les femmes congolaises à accéder aux ressources afin de devenir actrices de leur propre développement socio-démocratique.

La perspective de l'organisation proche d'élections libres transparentes et démocratiques, dans notre pays, offre une belle opportunité de soutenir les efforts des femmes congolaises pour leur participation et leur implication à tous les niveaux du processus.

Un atout précieux

Enfin, le rôle important joué par les femmes dans la préparation et la mise en oeuvre du processus de la Conférence Internationale sur la Paix et la Sécurité, la Démocratie et le Développement dans la région des Grands Lacs est un atout qui peut être aussi utilisé dans la recherche des solutions à la crise qui secoue la région depuis plus d'une décennie maintenant. ¶

Elise MUHIMUZI,
Secrétaire Permanente, Conafed, RDC
Commune de la Gombe, Kinshasa, DRC
Tel: +243 99 18 406
conafed@ic.cd

© Eliane Najros

TABLEAU SYNOPTIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE DE LA FEMME CONGOLAISE DANS LA PRISE DE DECISION EN POLITIQUE (février 2005)

Institution	Women's Representation	Percentage (%) of women's representation
ESPACE présidentiel	0/5	0
Gouvernement (Ministre: 6/36 et Vice–ministres: 2/25)	8/61	13.12
	3/120	
Assemblée Nationale: Bureau	2/8	25
Plénière	60/500	12
Commission Electorale Indépendante	1/8	12.5
Commission Vérité et Réconciliation	2/8	25
Observatoire national des droits de l'homme	0/8	0
Haute Autorité des Médias	0/8	0
Magistrature	85/1215	7
Poste de commandement	11/206	5.34
Commission Ethique & lutte contre la corruption	0/8	0
Leadership politique (Fondatrices des partis politiques)	8/392	2.5
Gouverneur: – en 2003	0/11	0
– en 2004	0/11	0
Vice–Gouverneurs: – en 2003	11/22	50
– en 2004	3/21	14

"Une paix durable (...) requiert la participation des femmes et jeunes filles, ainsi que l'intégration des perspectives de genre dans tous les aspects de la prévention et de la résolution des conflits, de même que dans la construction de la paix et la reconstruction post–conflit. Bien qu'hommes et femmes subissent tous deux les conséquences des conflits armés, on constate une différence d'impact importante qui touche les femmes et les jeunes filles, lesquelles peuvent être également sujettes à des formes particulières de violence et de privations."

S.E. Armand De Decker, Ministre de la Coopération au Développement (Belgique), lors de la Conférence
" Femmes, guerre et paix", 28 septembre 2004 (Palais d'Egmont – Bruxelles, Belgique)

La démobilisation des enfants soldats: une priorité du processus de paix et de démocratisation.

"Les enfants qui sont confrontés à la guerre, pris au piège d'une zone de conflit, et dont les proches sont dispersés, peuvent être amenés à participer aux combats. Il arrive aussi qu'ils soient contraints d'être les témoins ou les auteurs d'atrocités parfois commises contre leur propre famille. Ce sont là des expériences qui risquent de les marquer à jamais, de briser leur enfance."
Comité International de la Croix-Rouge (CICR)

Le 26 juillet 2005, le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné fermement le recrutement et l'emploi d'enfants soldats et s'est prononcé sur une série de mesures pour la protection des enfants touchés par les conflits armés. Le Conseil a adopté à cet effet, à l'unanimité de ses 15 membres, la Résolution 1612 (2005). Celle-ci requiert la mise en place d'un mécanisme de surveillance et de dénonciation du recrutement et de l'emploi d'enfants soldats ainsi que la création d'un groupe de travail pour examiner les informations qui seront transmises.

La démobilisation des enfants soldats en RDC

La République Démocratique du Congo est actuellement dans une phase décisive de sa transition démocratique longtemps attendue par la population. Selon le Rapport de la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies de 2001, la problématique des enfants soldats est apparue pour la première fois en RDC en 1996. Au cours des dernières années, des dizaines de milliers d'enfants ont été forcés à combattre aux côtés de forces armées gouvernementales et de groupes politiques armés en RDC.

Les Etats impliqués dans le conflit (la RDC, l'Ouganda et le Rwanda) ont tous recours aux enfants. Cette guerre se caractérise par des violations de droits humains d'une grande ampleur, notamment des massacres de civils, des viols, et d'autres formes de torture. Les enfants qui ont connu et commis des atrocités dans leurs familles, communautés et villages, ont des difficultés aujourd'hui à oublier. Ils ont grandi dans l'armée, perdant ainsi des années scolaires en forêts, maquis, et fronts en apprenant la violence au lieu d'apprendre à lire et à écrire. D'autres enfants à l'intérieur des provinces ont été obligés de quitter leur village en abandonnant les études et se retrouvent actuellement réfugiés suite aux affrontements réguliers entre groupes armés. Plusieurs d'entre eux se retrouvent dans les rues de la ville de Bukavu et n'hésitent pas à vendre leurs corps pour survivre.

L'avenir incertain des enfants soldats en RDC

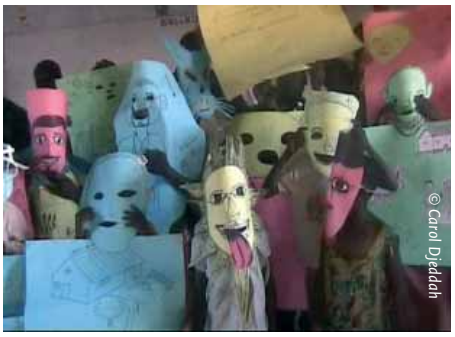
ONG ADEPROP

Le programme de démobilisation des enfants soldats initié par le gouvernement de transition de la République Démocratique du Congo avec l'appui de la Communauté Internationale ne semble pas avoir beaucoup d'effet sur les troupes opérationnelles des territoires d'Uvira et de Fizi.

Des observations et des informations reçues par des sources présentes sur le terrain nous informent qu'un grand nombre d'enfants soldats se trouvent dans la plaine de la Ruzizi et dans le territoire de Fizi. Tout au long de la route Kamanyola-Uvira, il est fréquent de voir des enfants soldats arme à la main. Des ONG mènent des actions encourageant la démobilisation des enfants. Mais les animateurs de ces ONG se trouvent confrontés aux chefs d'unités qui refusent carrément de démobiliser les enfants. En effet, les commandants militaires prennent la moitié de la solde que le gouvernement paie aux militaires. Par conséquent, le fait de démobiliser les enfants signifie un manque à gagner réel pour ces militaires et rend la tâche des ONG encore plus ardue. Un autre obstacle au travail de ces ONG est le ré-enrolement des enfants. En effet, les enfants sont souvent repris et envoyés dans différentes unités. Ainsi, les ONG ont du mal à les retrouver et à les identifier. Dans le territoire de Fizi, le même phénomène persiste excepté que dans ce cas, les filles aussi sont utilisées, elles deviennent porteuses ou domestiques. Cette année, l'ONG SOFBF basée à Uvira et opérationnelle dans le territoire de Fizi a récupéré 165 filles.

Les conditions dans les territoires de Fizi et d'Uvira sont complexes, de multiples problèmes tels que la démobilisation et la réinsertion des enfants soldats ainsi que la présence d'intérêts multiples au sein des commandants des troupes armées rendent l'avenir de ces enfants soldats incertain.

Laurent Kurhengamuzimu Balagizi
Action pour le développement et la promotion de la paix -ADEPROP
B.P. 185 CYANGUGU–RWANDA
Tel. +243 97 72 75 01



Les enfants qui participent à l'école pratique d'agriculture et de vie pour les jeunes au Mozambique utilisent les masques pour apprendre et s'exprimer.

Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes

Dans 93 pays d'Afrique sub-saharienne, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, 143 millions d'enfants de moins de 18 ans sont orphelins de père et/ou de mère à cause du VIH–SIDA ou pour d'autres raisons. Les parents meurent avant d'avoir pu transmettre le savoir agricole à leurs enfants, ce qui met en danger leurs moyens d'existence futurs.

La FAO en collaboration avec le PAM et d'autres partenaires a mis en place "des écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes" comme une solution durable pour atténuer les impacts du VIH-SIDA afin d'assurer la sécurité alimentaire à long terme dans les pays les plus touchés par le SIDA. Les élèves sont les orphelins et les autres enfants rendus vulnérables par le VIH-SIDA.

Le principal objectif de ces écoles est de permettre aux jeunes de prendre en main leur avenir, d'améliorer leurs moyens d'existence et de devenir autonomes et acteurs de leur propre changement. Ils visent à promouvoir la parité hommes-femmes, à améliorer la nutrition des enfants et leurs connaissances agricoles. En outre, l'apprentissage de compétences importantes de la vie et une meilleure estime de soi permettent de réduire le risque de perpétuer des stratégies de survie qui mettent les enfants en danger par rapport à la transmission du VIH-SIDA.

Le projet pilote au Mozambique concerne 100 orphelins et autres enfants vulnérables vivant dans quatre sites différents.

Les Écoles pratiques d'agriculture pour jeunes sont gérées par des animateurs volontaires qui aident les enfants trois fois par semaine à apprendre par l'observation, en utilisant la campagne agricole comme "classe vivante". A la fin, les enfants seront en mesure de faire leur propre recherche de terrain et tirer leurs conclusions tout seuls sur les résultats des diverses méthodes.

L'utilisation du théâtre et d'autres techniques participatives permet d'explorer des questions difficiles comme les rôles respectifs des hommes et des femmes, les problèmes psychosociaux et les droits des enfants. C'est un moyen de communication constructif qui permet aux enfants d'acquérir une confiance en eux et de développer des attitudes favorisant la parité hommes-femmes.

En s'appuyant sur les ressources locales, les animateurs futurs des écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes viendront de la communauté elle-même.

Pour plus d'informations voir:
http://www.fao.org/hivaids

Les marionnettes: une réponse créative pour lutter contre le VIH-SIDA

Un spectacle de marionnettes dans la prison de Windhoek (Namibie)

Un grand nombre de villages ruraux sont en marge des autoroutes mondiales de l'information et ne disposent d'aucun accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Néanmoins, ces villages possèdent un environnement communicationnel très riche, précédant de nombreuses années les supports électroniques modernes.

Les outils et méthodes de communication traditionnelles combinent les connaissances, les expériences et les expressions locales, transmises de génération en génération. Articulées en chants et danses, spectacles de marionnettes, récits et poèmes, elles peuvent être un puissant moteur de développement. L'utilisation créative de ces ressources culturelles populaires au sein des communautés peut constituer une méthode subtile et efficace visant à introduire les idées et les messages propres au développement. Les marionnettes sont un exemple de support traditionnel pouvant être utilisé afin d'exprimer des idées et d'aborder des questions souvent trop délicates pour être attaquées de front. C'est pour cette raison que les marionnettes peuvent se révéler très efficaces pour aborder la question hautement sensible du VIH-SIDA. Nous vous présentons ici quelques exemples d'initiatives en cours.

The puppet has a cough (La Marionnette tousse)

ETHIOPIE

Les marionnettes font partie des outils de travail de l'équipe d'éducation au VIH-SIDA du Centre de services sociaux et de soutien psychologique des Missionnaires médicaux de Sainte Marie en Ethiopie, qui vise à sensibiliser la population éthiopienne sur le VIH-SIDA. Les marionnettes sont utilisées avec les élèves afin de leur transmettre des informations sur la prévention du VIH-SIDA et sur l'aide à apporter aux personnes atteintes par cette maladie. Les marionnettes enseignent aux élèves combien il est important de combattre les stigmates sociaux dont sont victimes les personnes atteintes du VIH-SIDA et expliquent comment tous les membres de la communauté ont un rôle à jouer pour lutter contre l'épidémie. Outre les marionnettes, ce programme d'éducation utilise également le théâtre, la musique, la vidéo et d'autres techniques. ¶

http://www.mmmworldwide.org

► Contact: Dr Carol Breslin – counscen@telecom.net.et

Puppet Power Team (Equipe pour renforcer les pouvoirs à travers les marionnettes)

NAMIBIE

La Puppet Power Team est un projet de la Fondation de la Croix Rouge namibienne qui vise à sensibiliser les populations au VIH-SIDA. Ce projet utilise les marionnettes pour diffuser des informations sur le VIH-SIDA de manière informelle et souvent humoristique. Les thèmes abordés par le spectacle tournent autour de la manière dont le VIH-SIDA se contracte, peut être évité et la façon dont certains schémas comportementaux peuvent accroître le risque d'infection. Basée à Windhoek, l'équipe se produit dans des écoles, des mines, des entreprises, des prisons et des villages de tout le pays. Le spectacle donne souvent lieu à des discussions sur le sexe et le VIH-SIDA et, au cours du spectacle, une interaction s'installe entre le public et l'équipe de la Puppet Power Team. Selon les organisateurs, le spectacle de marionnettes permet de surmonter l'obstacle de l'analphabétisme et de la langue afin de transmettre un message au public. ¶

http://www.comminit.com/africa/experiences/pds52004/experiences–2556.html

► Contact: Essack–Kauaria Razia – secgen@redcross.org.na

Community Health & Awareness Pupeteers (CHAPS) (Marionnettes pour la santé et la sensibilisation communautaire)

KENYA

CHAPS est un programme communautaire d'utilisation des marionnettes à des fins éducatives, mené par les Services de promotion des programmes pour la famille. Ce programme dispose d'un réseau de plus de 350 marionnettistes, issus de plus de 40 troupes de marionnettes communautaires réparties dans les zones rurales et urbaines du Kenya. Ces groupes réalisent des spectacles éducatifs et interactifs dans le cadre d'une initiative d'éducation communautaire sur divers thèmes et sujets liés au développement social. Parmi les thèmes abordés, citons la santé reproductive, l'éducation et la sensibilisation au VIH-SIDA, la protection de l'environnement, la consommation de drogues et la toxicomanie, le genre, la corruption, la transparence et les droits humains. Outre les spectacles, CHAPS fournit également des modules de formation à l'art des marionnettes destinés aux personnes et aux organisations participant à des efforts de plaidoyer, à des programmes d'animation communautaires et à des initiatives de marketing social. ¶

http://www.comminit.com/africa/experiences/pds32003/experiences–2283.html

► Contact: fppschaps@alphanet.co.ke

Réseau Arts Vivants (RAV)

NIGER

Il s'agit d'un réseau d'organisations nationales et internationales dont le but est de promouvoir et d'utiliser les arts du spectacle, comme le théâtre, les marionnettes, les chants et la danse, afin de favoriser une sensibilisation à différents thèmes comme le VIH-SIDA, la santé reproductive et le mariage forcé. Le réseau travaille avec des groupes de théâtre locaux, en les formant aux arts du spectacle et au théâtre interactif, comme le théâtre de forum pour ensuite organiser des tournées dans les communautés voisines. Les spectacles de théâtre sont le fruit d'un travail collectif où les artistes locaux apportent leur propre expérience et celle de la communauté dont ils sont issus. ¶

http://www.comminit.com/africa/experiences/pds62005/experiences-3211.html

► Contact:
Dominique Thaly - comm-ded@intnet.ne ou
Djibrine Maïnassara - resarvi@intnet.ne

Les marionnettes comme outil de sensibilisation au VIH-SIDA et de changement des comportements

GEORGE OMONDI AYOMA

Cette présentation, qui se décline en douze transparents, traite de l'utilisation et de la place des marionnettes au Kenya, utilisées pour sensibiliser les populations au VIH-SIDA et pour encourager le changement des comportements. La présentation inclut des photos de programmes utilisant les marionnettes, menés au Kenya, à des fins d'illustration. L'auteur aborde l'histoire des marionnettes, les types de marionnettes utilisées et analyse les raisons pour lesquelles les marionnettes aident à surmonter les obstacles et les stéréotypes d'ordre racial, social et politique. Ainsi, George Omondi Ayoma fait observer que les marionnettes peuvent transmettre des messages très puissants tout en douceur, sans offenser ou effrayer le public. Il évoque également la formation des marionnettistes, plus particulièrement dans le domaine des modules de "formation des formateurs" et conclut par une série d'observations concernant la possibilité de combiner les marionnettes et d'autres supports, notamment en tant que complément aux moyens de communication traditionnels. ¶

http://www.comminit.com/africa/edutainment/edutainmentEE4/edutainment-54.html

Voir aussi:

► Puppet Theatre to explore Voter Awareness - Tanzania
http://www.comminit.com/africa/experiences/pds32003/experiences–2404.html

Source: Soulbeat Africa – www.comminit.com/africa/

Utiliser les TIC pour fournir aux femmes rurales un meilleur accès à l'information agricole

JANET COX ACHORA | WOUGNET

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), plus particulièrement le courrier électronique (email) et l'Internet, facilitent la communication entre les organisations et la communauté internationale. En effet, l'accès à l'information relative aux meilleures pratiques, aux technologies adaptées, aux idées et aux problèmes d'autres groupes confrontés aux mêmes préoccupations, a été identifié comme l'un des besoins fondamentaux, en matière d'information et de communication, des organisations de femmes en Afrique. Janet Cox Achora de Wougnet (Women of Uganda Network) décrit ce que son organisation fait pour tenter de résoudre ce problème dans les zones rurales en Ouganda.

© Sophie Treinen

Accroître la sensibilisation

L'évaluation réalisée par WOUGNET à la fin de l'année 2003 montre que ses activités ont accrû la sensibilisation des femmes et leur participation aux activités liées aux TIC, ainsi que l'échange d'informations et la mise en réseau entre les femmes et les organisations de femmes. Toutefois, ces avantages restent limités aux personnes ayant un accès à l'Internet, la majorité des populations des zones rurales étant encore lésée. D'où la nécessité de mettre en œuvre un programme d'accès rural qui, au nombre de ses objectifs spécifiques, vise à étendre les activités de Wougnet aux femmes des zones rurales.

Atteindre les zones rurales

"*Améliorer l'accès aux informations agricoles pour les agricultrices rurales utilisant les TIC*" est un projet pilote conçu dans le cadre du programme de développement triennal (2005-2007) de WOUGNET. Le principal objectif de ce projet est de renforcer et de soutenir l'utilisation des TIC parmi les femmes et les organisations de femmes, de renforcer leurs capacités en matière d'utilisation et d'application des TIC et d'étendre les activités de WOUGNET aux femmes des zones rurales.

La zone de mise en œuvre du projet concerne le district d'Apac, dans le nord de l'Ouganda. Il s'agit de l'un des districts les plus défavorisés du pays. La phase pilote s'appliquera à deux comtés, quatre sous–comtés et douze communes, ciblant ainsi près de 300 agricultrices rurales.

Le district d'Apac s'étend sur 449 km et couvre une surface totale de 6 541,2 km. Il est bordé par le district de Gulu, au nord, de Lira, à l'est, de Luwero, au sud et de Masindi, à l'ouest. Selon le recensement de la population effectué en 2002, le district compte quatre comtés, vingt-deux sous-comtés et une population totale de 676 244 habitants, dont 51% de femmes. La population est principalement rurale, à hauteur de 98,7%. L'économie est essentiellement une économie de subsistance, 75% de la population pratiquant une agriculture de subsistance.

Le projet pilote bénéficie du soutien du Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA). Les activités clés mises en œuvre dans le cadre de ce projet sont les suivantes:

– identifier les besoins en information et déterminer les informations agricoles prioritaires pour les agricultrices rurales;
– conditionner et diffuser les informations requises dans des formats adaptés aux agricultrices/utilisatrices locales, en utilisant des canaux de diffusion appropriés (dont la radio, le téléphone, les journaux et l'Internet);
– mettre en place des liens avec le Service Questions-Réponses (SQR) du CTA basé au sein de l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) afin de fournir des réponses aux questions des agricultrices;
– créer le Centre d'information de Kubere (KIC) dans la ville d'Apac, lui-même relié à des organisations traitant de questions agricoles basées à Apac et au niveau national;
– collaborer et procéder à la mise en réseau avec des organisations telles que FOODNET, VEDCO (Volunteer Efforts for Development Concerns) et des instituts d'information agricole travaillant au niveau national, régional et international, sur les questions liées au développement rural et aux femmes rurales. ¶

Le Réseau des femmes ougandaises (WOUGNET) est une organisation non gouvernementale fondée en mai 2000 par plusieurs organisations de femmes en Ouganda afin de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les femmes, en tant qu'outils d'échange d'information et approche collective en matière de résolution des problèmes. Sa mission est de promouvoir et de soutenir l'utilisation des TIC par les femmes et les organisations de femmes en Ouganda, afin que ces dernières puissent bénéficier des avantages fournis par les TIC en vue de s'attaquer efficacement aux problèmes nationaux et locaux liés au développement durable.

Janet Cox Achora
WOUGNET

P.O. Box 4411
Kampala, Ouganda
Tel: +256–41–256832
Fax: 256–41–234924
http://www.wougnet.org
kicinfo@wougnet.org

"Fracture numérique de genre en Afrique francophone: une inquiétante réalité"

Cet ouvrage, publié par Enda, présente les résultats de recherches menées sur deux ans dans six pays: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie et Sénégal. Le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI, Canada) a apporté son soutien.

Le rapport évalue trois technologies de l'information et de la communication considérées comme importantes, sur le plan stratégique, pour promouvoir l'égalité hommes-femmes: les ordinateurs, l'Internet et les téléphones portables.

Les résultats montrent que la fracture numérique de genre est une réalité et qu'elle s'exprime davantage en termes de contrôle, contenu et capacités qu'en termes d'accès.

Pour plus d'information, veuillez contacter:
Enda–diffusion
B.P.: 3370, Dakar, Sénégal
Tel: +221 823 63 91;
Fax: +221 823 51 57/ 822 26 95
dif–enda@enda.sn
http://www.enda.sn/publi.htm

Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI)

Deuxième phase, Tunis, november 2005

Continuer le processus

La deuxième phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information se déroulera à Tunis (Tunisie) du mercredi 16 novembre au vendredi 18 novembre 2005. Cette réunion aura pour but de faire avancer la construction d'une société de l'information centrée sur l'être humain qui contribuera à accélérer le rythme du développement.

La phase de Genève du SMSI a atteint son point culminant en 2003 avec une vision commune visant à relever les défis mondiaux du nouveau millénaire, ainsi qu'un plan d'action concret. Les dirigeants mondiaux ont clairement exprimé la nécessité d'exploiter l'énorme potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de combler le fossé numérique et faire progresser l'agenda global de développement énoncé dans la Déclaration du Millénaire.

Jeter les bases du changement

Au cours de la phase de Tunis, les réunions des Comités préparatoires se sont tenues à Hammamet (Tunisie) du 24 au 26 juin 2004 et à Genève du 17 au 25 février 2005, alors que les conférences régionales du SMSI ont été organisées à Damas (Syrie), Accra (Ghana), Téhéran (République islamique d'Iran) et Rio de Janeiro (Brésil).

La réunion de Tunis aura pour thème principal les questions hautement politiques qui touchent à la gouvernance d'Internet, le financement pour combler le fossé numérique et la définition du processus de mise en œuvre et de suivi nécessaire aux étapes futures. La création d'une société de l'information véritablement mondiale, inclusive et axée sur le développement requiert un engagement politique et un soutien émanant des plus hautes sphères des leaders politiques mondiaux. ¶

Pour plus d'information, consultez l'adresse: http://www.itu.int/wsis/

PRIX HAFKIN APC 2005: *élargir l'horizon économique des jeunes Kenyans*

Pour les jeunes populations défavorisées du littoral kenyan, l'utilisation d'Internet et la manipulation d'un ordinateur n'ont de sens que si ces compétences s'accompagnent directement de réelles possibilités économiques et d'une préparation au travail. Consciente de cette réalité, l'Association pour le progrès des communications (APC) a décerné le Prix Hafkin des Communications africaines d'APC pour 2004-5 à "Global Education Partnership - Wundanyi" le 26 mai dernier, au Kenya.

Se préparer pour le monde du travail

Global Education Partnership - Wundanyi (GEP) est une organisation à but non lucratif située dans le district de Taita Taveta au Kenya. L'organisation a créé un programme complet de formation de 12 semaines ciblant "la création d'entreprise et la préparation au travail" pour les jeunes de la région âgés de 15 à 24 ans.

Taita Taveta est l'une des régions les plus défavorisées du Kenya, avec un taux de pauvreté de 66%, soit supérieur de 10% à la moyenne nationale. En reconnaissance de sa vision et de sa capacité de mise en œuvre, un jury international de six membres a remis à l'organisation kenyane un prix de 7.500 dollars des EU. Ce prix est baptisé en l'honneur de Nancy Hafkin, pionnière du travail en réseau et du développement de l'information et des communications en Afrique.

Outre le prix décerné à GEP, les juges ont accordé une mention honorable à " BorgouNET", du Bénin. En raison de l'absence d'infrastructure de télécommunications et de la non-numérisation des lignes téléphoniques, BorgouNET a fourni à un certain nombre de villes du nord du Bénin leur seul moyen d'envoyer et de recevoir des emails vers et en provenance du monde extérieur. Le Prix Hafkin, remis tous les deux ans, récompense les exemples d'initiatives africaines les plus méritantes en matière d'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) en faveur du développement. Le thème majeur pour 2004-5 était centré sur les initiatives communautaires utilisant Internet et d'autres réseaux de communication numérique pour accéder aux marchés, aux compétences et aux possibilités en vue d'obtenir des avantages économiques tangibles. ¶

Pour en savoir plus sur les finalistes et le lauréat:

http://www.apc.org/francais/hafkin/2004/winner.shtml

Le Prix Hafkin bénéficie en partie du soutien du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI)

Vos réactions sur le CD–Rom Dimitra

Nous souhaitons adresser tous nos remerciements à l'ensemble des membres du réseau Dimitra qui ont pris le temps de compléter le formulaire d'évaluation joint au CD-Rom.

Vos remarques ont été en grande majorité très positives et beaucoup d'entre vous ont souligné le caractère pratique de cet outil grâce auquel la base de données Dimitra peut être consultée hors ligne.

Vous avez été nombreux à apprécier la facilité de consultation des informations contenues dans la base de données et la possibilité accrue pour les organisations de la base de travailler en réseaux et d'échanger des expériences et informations. D'autre part, il a été souligné que le CD-Rom pouvait être utilisé pour diffuser des informations dans les zones rurales ne disposant d'aucun accès à Internet, la documentation pouvant être imprimée, traduite et distribuée dans les langues locales. De plus, cet outil qui reprend vos coordonnées, ainsi que la description de votre organisation contribue à lutter contre la crainte suscitée par l'informatique et les organisations sont fières d'être reprises dans la base de données Dimitra et de savoir que leurs coordonnées sont accessibles dans le monde entier.

Dans le même temps des difficultés ont été mises en évidence. Citons le manque d'équipements informatiques adaptés, le coût de l'accès et les problèmes de connectivité à l'Internet, ainsi que les coûts de transport vers les cybercafés. L'analphabétisme demeure également un obstacle majeur à l'accès à l'information dans les zones rurales.

L'un des grands enseignements de cette enquête réside dans le fait que la majorité des répondants a déclaré qu'elle préfère utiliser le CD-Rom plutôt que de faire des recherches en ligne même lorsque la connexion à Internet est bonne.

Nous tiendrons compte de vos suggestions et commentaires pour améliorer la prochaine version qui sera actualisée et distribuée à tout le réseau. Par exemple, nous ajouterons au CD-Rom le logiciel Adobe Acrobat pour que vous puissiez télécharger les fichiers en pdf. Merci encore à toutes et tous!! ¶

L'éducation de la femme et de la jeune fille en zone rurale à Kisantu et dans le Bas-Congo

MARIE JOSÉE MANDIANGU | *Refed Lukaya*

Selon nos traditions à Kisantu en particulier et dans tout le Bas-Congo, ainsi qu'en République Démocratique du Congo en général, toute femme, quelle qu'elle soit, est considérée comme étant l'élément moteur qui assure la progéniture et qui conserve les traditions. C'est à cette fin qu'elle est éduquée.

Dès le plus jeune âge, l'éducation de la fille diffère de celle des garçons. La fille est toujours appelée à passer tout son temps à coté de sa mère en vue d'observer et de retenir toutes les taches possibles à exécuter. Elle a l'obligation d'apprendre comment faire la vaisselle, la lessive, la cuisine et entretenir la maison; comment transporter les charges liées à la survie et à la production agricole et surtout comment s'occuper du bébé, car pour toute jeune fille, la maternité est la première de ces nombreuses missions à remplir sur terre. Selon nos traditions et coutumes, toute jeune fille qui n'est pas capable d'assumer tous ces rôles ne bénéficiera d'aucune considération sociale et est indigne de vivre dans le mariage. Par contre, toute jeune fille qui a fait sienne ces rôles est une future épouse par excellence, qu'elle soit passée sur le banc de l'école ou pas.

Emprisonnées par les coutumes

L'éducation donnée à l'école n'est pas très éloignée des considérations traditionnelles et coutumières. Les filles sont appelées à suivre des sections dont l'intérêt tend à former des bonnes exécutantes et non des décideurs. Elles sont aussi appelées à exercer des métiers dont les revenus sont faibles ou moyens, en lieu et place de ceux qui peuvent rehausser fortement leur niveau de vie. Dans la distribution des taches à l'école, les filles endossent le plus gros des charges. Le nettoyage des salles de classes, le puisage d'eau des enseignants, le sarclage de la cour de l'école, voire même le transport des objets classiques des enseignants. Cela non pas parce qu'on leur accorde une certaine confiance par rapport aux garçons, mais plutôt parce qu'on estime que c'est l'un des aspects caractéristiques de leur position sociale dans la création (bien sûr selon nos us et coutumes).

A la maison, juste après l'école, la jeune fille est éduquée à exercer des travaux ménagers de toutes sortes, entre autres: faire la cuisine, la lessive, la vaisselle, chercher de l'eau et du bois de chauffage quelque soit la distance, entretenir la maison, laver les petits enfants, apprendre les techniques de transformation du manioc partant du rouissage jusqu'à la préparation de la chikwangwe, assurer la garde des enfants, servir le repas parfois à toute la famille; bref, jouer le rôle d'une bonne et véritable mère de famille alors que dans le même temps, le garçon apprend à faire le patron à l'image de son père, et se distrait avec différents loisirs.

Une question de priorités

Dans une maison où il y a des jeunes filles de plus de dix ans, l'absence de la mère ne pose aucun souci car les remplaçantes doivent bien jouer le rôle pour faire preuve d'une bonne éducation. Ce comportement est à la base d'un phénomène déplorable à savoir "la déperdition scolaire de la fille" dont le taux va sans cesse croissant. La scolarité des filles n'est ni une priorité ni une préoccupation par rapport à celle des garçons.

Surmonter les barrières traditionnelles

Quant à l'environnement religieux, économique et politique, de bas en haut, partout des villages jusqu'au niveau des grandes villes, malgré la petite volonté de promouvoir la femme, cette dernière est toujours mal vue quand elle cherche à accéder aux postes de décision. La femme est donc éduquée pour exécuter et non pour décider. Celle qui refuse de subir, celle qui cherche une autonomie est considérée comme étant mal éduquée. Les hommes préfèrent les femmes qui quémandent et non celles qui aspirent au revirement du système. Ils se méfient de celles qui se distinguent par un effort économique remarquable et font valoir une dignité personnelle.

Depuis l'avènement, de l'approche "genre", les leaders féminins, qui en ont fait leur cheval de bataille, sont considérées comme étant une catégorie de femmes compliquées, têtues, incomprises, difficiles à maîtriser et à manipuler, des extra-coutumières, donc des personnes à combattre et à battre. Leur réputation est salie par ces hommes pleins d'ambitions parfois démesurées. Tout cela à cause d'une éducation de la femme qui n'a comme fondement que des us et coutumes rétrogrades. Même les églises ont du mal à renverser ce bateau d'oppression dans lequel la femme a été obligée d'embarquer. ¶

Marie Josée MANDIANGU
Refed Lukaya

c/o Conafed
Commune de la Gombe, Kinshasa, DRC
Tel: +243 99 18 406
conafed@ic.cd

© Eliane Najros

Une fille est aussi une enfant

Père, laisse–moi aller aussi à l'école
Même si je suis une fille
On ne sait jamais où repose la fortune
Les enfants sont les mêmes partout.
Père, laisse–moi aller aussi à l'école
Pour apprendre, comme les autres le font
L'existence d'une personne dépend de son éducation
Et une fille est une personne elle aussi.
Père, laisse–moi aussi aller à l'école
Accepte–moi telle que je suis
Tu parles d'un garçon comme d'un enfant
Et moi–même tu m'appelles enfant
Aussi traite tous les enfants de la même façon.
Père, laisse–moi aussi aller à l'école
Sans éducation je suis inutile
Demain tu le regretteras
Une fille est aussi une personne
S'il–te–plaît, laisse–moi aller à l'école.

SHUMIRAI MAKASA
Zimbabwe

Extrait de: Getecha, Ciru et Chipika, Jesimen. Zimbabwe Women's Voices. 1995. p. 35.

Traduction française du poème par Michaël Picq

La promotion de la femme et les mutuelles de solidarité à Miti dans le Sud–Kivu (RDC): MUSO

ACTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ AU KIVU (ADI-KIVU)

Aujourd'hui, certains continuent à penser que la femme en général n'est bonne que pour la cuisine et que la femme rurale en particulier ne peut être capable de faire autre chose que d'exécuter des travaux champêtres. Ce type de raisonnement est vraiment dépassé. La femme rurale a démontré qu'elle était capable d'agir pour son autopromotion, son intégration et de contribuer au développement communautaire de son milieu.

© Eliane Najros

Le nombre d'associations de femmes rurales se compte par milliers et témoigne ainsi du souci qu'elles ont d'aller de l'avant. C'est ainsi qu'à Miti (en territoire de Kabare, dans le Sud Kivu de la RDC), la dynamique des femmes n'a pas hésité à intégrer la formation reçue de ADI-Kivu sur l'organisation des mutuelles de solidarités communément appelées 'MUSO' (caisse villageoise d'épargne et crédit).

Plus que les hommes avec qui elles ont été formées, elles ont compris que cette innovation s'avérait nécessaire pour palier à plusieurs problèmes dont elles sont souvent victimes.

La MUSO (Mutuelle de Solidarité): un outil de lutte contre la pauvreté

Plus les différents conflits armés appauvrissent la population de Miti, plus celle-ci s'acharne à combattre la pauvreté.

C'est une question de vie ou de mort! Cette pauvreté risque de l'emporter et vous mourrez tous ou vous vous liguez pour mettre en place toutes sortes de mécanismes pouvant aider à la combattre un tant soit peu.

La mutuelle de solidarité est justement une stratégie, un outil de lutte contre la pauvreté que ADI-Kivu vulgarise auprès des partenaires paysans depuis 2002. La MUSO est une nouvelle forme de tontine améliorée (micro-finance); elle consiste à amener les paysans à construire ensemble une caisse villageoise. C'est un groupe de gens qui se connaissent, s'organisent et cotisent un montant convenu chaque mois. Ils versent leur cotisation dans ce qu'on appelle une "caisse verte" (épargne mobilisée).

A la différence de la tontine, on ne servira pas chacun des membres. Le principe ici, est d'épargner et d'accumuler les cotisations. L'argent ne pourra sortir de cette caisse verte que sous forme de prêts aux membres ou pour des activités de petit commerce.

A côté de cette caisse verte, il y a une caisse rouge dans laquelle sont versées les cotisations d'assistance sociale ou d'entraide mutuelle des membres. Toutes les cotisations qui entrent dans cette caisse rouge sont utilisées pour assister les membres lors de certains évènements sociaux de la vie courante tels que naissance, décès, mariage, maladie... c'est en gros ça la MUSO.

Les prêts auxquels accèdent facilement les membres leur permettent de réaliser des activités génératrices de revenus qui font vivre des milliers de familles. Les produits des champs ou toute autre production peuvent constituer une cotisation en nature lorsqu'on n'a pas d'argent liquide. Cela se fait surtout lors des campagnes agricoles. Les membres peuvent stocker des produits à la récolte pour les revendre à la prochaine période de semis, de cette façon ils gagnent plus et cela permet de renforcer les caisses vertes.

La promotion de la femme à travers la MUSO

La Mutuelle de Solidarité a permis à bien des femmes de Miti de se tailler une position assez remarquable dans la vie communautaire. Le fait qu'elles peuvent avoir quelque chose à elles dans la caisse verte qu'elles gèrent seules est un grand atout. Le fait de ne plus tout demander aux maris et de contribuer aux besoins de la famille tels que les soins médicaux, les frais scolaires des enfants, l'achat de vêtements...

Tout ceci valorise la femme rurale de Miti aux yeux de sa communauté.

Bien plus, la MUSO est une petite structure qui amène ses membres à jouer quotidiennement à l'apprenti comptable ou banquier. Les femmes s'y plaisent et veulent apprendre plus pour pouvoir tenir correctement les documents de gestion de leur MUSO. Les documents à tenir, l'argent à gérer ainsi que les formations changent l'image de la femme qui devient quelqu'un d'important à qui les autres peuvent recourir pour demander un prêt (car le prêt est accordé même aux non-membres qui ont bonne presse dans le milieu), pour apprendre ce nouveau "système" ou des conseils pour la gestion.

Les femmes ne sont plus obligées de courir par-ci par-là pour demander des petits crédits ridicules auprès des acteurs de micro-finance en ville qui du reste ne leur seraient accordés que très difficilement.

Le réseau des MUSO à Miti

Les femmes ont compris que la MUSO fait désormais partie de leur vie quotidienne et qu'il faut tout entreprendre pour qu'elle puisse aller de l'avant. C'est ainsi que depuis août 2004, elles ont décidé de constituer un "réseau des MUSO de Miti", modéré par Madame Ursule M'BALOLA, élue librement et démocratiquement par les membres de toutes les MUSO. Au sein de ce réseau, elles espèrent répondre à certains problèmes qui touchent chaque MUSO individuellement, car l'union fait la force. Le 31 décembre 2004, les femmes ont tenu leur première assemblée générale ordinaire du réseau. L'une des résolutions issues de cette assemblée a été la constitution d'une caisse centrale que les individus se sont décidés à créer pour pouvoir répondre non seulement aux problèmes individuels mais aussi à ceux des MUSO en tant qu'organisations membres. Nous souhaitons plein de succès et bonne route à toutes ces femmes! ¶

Actions pour le Développement Intégré au Kivu (ADI–Kivu)

B.P. 1554 Bukavu , RDC
adikivu@yahoo.fr

EVÉNEMENTS

"Comment le changement a-t-il lieu?" Forum international de l'AWID sur les droits de la femme et le développement

27-30 octobre 2005, Bangkok, Thaïlande

Tous les trois ans, l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) rassemble les leaders et les militantes des droits des femmes de toutes les régions du monde pour élaborer des stratégies, former des réseaux, célébrer et apprendre.
La participation au Forum de l'AWID est ouverte à tous ceux et celles qui travaillent ou s'intéressent aux droits des femmes, au développement international et à la justice sociale.

Pour plus d'information, consultez l'adresse http://www.awid.org/forum/

"Nouveaux défis et options pour revitaliser les communautés rurales"

27-30 mars 2006, Porto Alegre, Brésil

La FAO organisera une conférence internationale sur "La réforme agraire et le développement rural" à Porto Alegre, au Brésil, du 27 au 30 mars 2006. Cet événement devrait aider à encourager les gouvernements nationaux et la communauté internationale à soutenir les processus actuellement en cours de réforme agraire et de développement rural, de garantir un accès à la terre, aux droits fonciers et aux autres ressources naturelles pour les plus défavorisés.
Parmi les objectifs de la conférence, citons:

– promouvoir la compréhension, l'apprentissage et le dialogue constructif pour traiter des questions liées à la réforme agraire, au développement rural durable et à la pauvreté rurale;
– partager les expériences, encourager la reconnaissance, accroître l'engagement et encourager les actions concrètes par la communauté internationale, les gouvernements, les organisations de producteurs, les organisations de la société civile et d'autres groupes afin d'améliorer la coopération à l'échelle internationale et de promouvoir un accès plus équitable, transparent et responsable à la terre et aux ressources naturelles.

Pour plus d'information, consultez l'adresse: http://www.fao.org/sd

Journée Mondiale de la Femme Rurale "Quels droits pour les citoyennes du monde rural"

15 octobre 2005

http://www.rural-womens-day.org/

Journée Mondiale de l'Alimenation "Agriculture et dialogue des cultures. Notre patrimoine commun"

16 octobre 2005

http://www.fao.org/wfd/2005/

Sommet Mondial sur la Société de l'Information

16-18 novembre 2005

http://www.itu.int/wsis

© Eliane Najros

PUBLICATIONS

Rapport des ONG d'Afrique de l'Ouest sur la mise en oeuvre de la Plateforme d'action de Beijing, par l'organisation Femmes, Droit et Développement en Afrique

Femmes, Droit et Développement en Afrique (FeDDAF), 2004

Ce rapport est une synthèse des résultats d'une consultation organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) par le biais du Centre africain pour le genre et le développement, qui a contribué à l'évaluation décennale de la Plate-forme d'action de Beijing (PFAB)

http://www.siyanda.org/static/wildaf_westafrica.htm

Clarifier certaines questions de politique cruciales: 10 ans après Beijing

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a lancé un rapport fondé sur des travaux de recherche lors de la session de mars 2005 de la Commission de la Condition de la Femme à New York, afin de clarifier les questions de politique cruciales soulignées dans la Plate-forme d'action de Beijing. Ce rapport est un complément très utile à l'examen et à l'évaluation formels de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Beijing entrepris par la Division de la promotion de la femme (DPF).
Le rapport de l'UNRISD se divise en quatre sections principales.

– Macroéconomie, bien-être et égalité hommes-femmes
– Femmes, travail et politique sociale
– Femmes en politique et dans la vie publique
– Genre, conflit armé et recherche de la paix

De plus amples informations seront postées sur le site de l'UNRISD: http://www.unrisd.org

Déterminer le futur mode de gestion des documents électroniques

Dans le cadre de son initiative d'apprentissage électronique fondée sur le partenariat et connue sous le nom d'IMARK (kit de ressources pour la gestion de l'information), la FAO a lancé un module de formation en 2003 intitulé "Gestion des documents électroniques". Ce module est disponible en français et anglais.
Le deuxième module, "Digitization & Digital Libraries" (Numérisation & bibliothèques numériques), est désormais disponible sur CD-Rom en anglais et détaille plusieurs des thèmes couverts dans le module 1. Ce module a été conçu par l'UNESCO, la FAO et le Centre national pour les sciences de l'information (NCSI) de l'Institut indien des sciences (IISC).
Les modules IMARK sont utilisés pour former les personnes à la gestion efficace des informations agricoles. Cependant, les bibliothécaires et les spécialistes de l'information travaillant dans des domaines autres que la gestion des informations agricoles et qui souhaiteraient se former à la gestion efficace de documents électroniques ou à la création de bibliothèques numériques et de référentiels de documents trouveront ces deux modules très utiles

Pour plus d'information sur ce module et sur d'autres modules IMARK, consultez l'adresse: http://www.fao.org/imark.
Pour des copies des modules IMARK, veuillez contacter: IMARKenquiries@fao.org ou Justin Chisenga à l'adresse: Justin.Chisenga@fao.org

Gender, Conflict and Development (Genre, Conflit et Développement)

par Tsjeard Bouta, Georg Frerks, Ian Bannon. (Disponible seulement en anglais)

Cet ouvrage met en évidence les aspects des conflits relatifs au genre, classés par grands thèmes tels que les femmes combattantes, la violence sexuelle, les processus de paix formels et informels, le cadre juridique, le travail, la réhabilitation des services sociaux et le développement impulsé par les communautés. De plus, les auteurs analysent la manière dont les conflits modifient les rôles liés au genre et les options politiques susceptibles d'être envisagées afin d'éviter les changements défavorables. Les options et les approches politiques suggérées visent à saisir l'occasion offerte par un conflit violent d'encourager le changement et d'instaurer des relations sociales, économiques et politiques davantage équilibrées du point de vue du genre au sein des sociétés post-conflit. En guise de conclusion, les auteurs déterminent quelques-uns des obstacles qu'il reste à surmonter et les thèmes nécessitant une analyse et une recherche supplémentaires.

Pour consultez cet ouvrage en ligne, visitez l'adresse: http://www– wds.worldbank.org/ http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/sdvext.nsf/67ByDocName/GenderConflictandDevelopment

Dimitra Bulletin

Gender and ICTs for Development. A global sourcebook (Genre et TIC pour le développement. Un recueil à caractère mondial)

Publié par KIT Publishers en association avec Oxfam GB (Disponible seulement en anglais)

Comment les technologies de l'information et de la communication (TIC) traditionnelles peuvent-elles contribuer à améliorer les conditions d'existence des populations du monde en développement? Cette nouvelle publication KIT offre un aperçu de la façon dont les TIC, comme la radio, la vidéo, les CD-Roms, Internet, les téléphones mobiles et le courrier électronique peuvent être utilisés pour améliorer le revenu, la condition et la santé des femmes et des hommes les plus défavorisés. L'accent est mis sur l'utilisation de ces technologies dans les zones rurales, où un grand nombre de femmes et d'hommes travaillent comme agriculteurs ou petits exploitants.
Cette publication rassemble des études de cas sur les femmes et leur communauté dans les pays en développement, ainsi que sur la manière dont celles-ci sont influencées par les TIC et les utilisent.
L'ouvrage nous propose une vaste bibliographie annotée et actualisée de la littérature internationale et des ressources (imprimées et électroniques) relatives au genre et aux TIC en faveur du développement.

Pour plus d'information,
consultez l'adresse:http:// www.kit.nl/publishers/
**livre broché 143pp *23€*
ISBN90-6832-728-3 (KIT Publishers)
ISBN 0-85598-565-8 (Oxfam GB)

BOURSES INTERNATIONALES

The American Association of University Women - AAUW (L'Association américaine des femmes universitaires) a publié la liste des Bourses internationales suivantes pour l'année boursière allant du 1er juin 2006 au 30 juin 2007:
a) Bourse de niveau maîtrise/professionnelle, 18.000$;
b) Bourse doctorale, 20.000$;
c) Bourse postdoctorale, 30.000$.
Les Bourses internationales sont octroyées pour des études ou des recherches à plein temps à des femmes qui ne jouissent pas du statut de citoyennes américaines ou de résidentes permanentes aux Etats-Unis. Les études de deuxième et de troisième cycle au niveau d'établissements agréés font l'objet d'une aide. La Fondation accordera 57 bourses pour l'année universitaire 2006-07.
Six de ces récompenses sont disponibles aux membres des organisations affiliées à la Fédération internationale des femmes universitaires. Les récipiendaires de ces bourses peuvent étudier dans tout autre pays que le leur.
La Fondation octroie également, sur base annuelle, plusieurs bourses visant la conduite de projets dans le pays d'origine (Home Country Project Grants), comprises entre 5.000 et 7.000$ chacune, à des femmes ayant reçu une Bourse internationale de l'AAUW Educational Foundation entre 2001 et 2005. Ces bourses viennent en aide à des projets à base communautaire conçus pour améliorer les conditions d'existence des femmes et des jeunes filles dans le pays d'origine de la lauréate.

Les demandes peuvent être introduites du 1er août au 1er décembre 2005. Le 1er décembre 2005 constitue l'échéance finale d'envoi des demandes, le cachet de la poste faisant foi.
Pour plus d'information, consultez l'adresse:
http://www.aauw.org/fga/fellowships_grants/international.cfm
Contact: aauw@act.org
Pour un soutien au niveau des études de premier cycle, consultez l'adresse: www.isep.org (en anglais seulement)

RESSOURCES EN LIGNE

Savoir sans Frontières (Open Knowledge Network- OKN)

Ce réseau vise à renforcer les compétences des communautés locales et des organisations des pays en développement à créer, synthétiser, adapter et échanger du contenu local de première utilité et potentiellement générateur de richesses, y compris des connaissances adéquates issues d'autres sources.
Savoir sans Frontières est un réseau humain qui collecte, partage et diffuse des connaissances locales et s'appuie sur des solutions techniques flexibles.

Consultez le site Web OKN:
http://www.openknowledge.net/

Dgroups: réseau de création de contenu communautaire

Les Dgroups sont une plate-forme électronique de discussion utilisant des outils et services en ligne afin d'organiser des groupes et des communautés intéressés par le développement. Par exemple, la FAO utilise les Dgroups comme plate-forme d'échanges et de discussions pour soutenir l'interaction sur l'Internet.
Via les Dgroups, le réseau de création de contenu communautaire facilite l'échange local de connaissances, des contenus et ressources, notamment au niveau des centres de connaissances ruraux, des télécentres, des systèmes d'information sur les prix, etc. Malgré la grande diversité d'horizons des participants, le réseau se compose essentiellement de praticiens partageant un intérêt commun à utiliser le contenu communautaire pour le développement rural. Le service est simple, non commercial, respectueux de la vie privée et cible les utilisateurs à bas débit dans les pays du sud.

Pour en savoir plus sur les ressources et les possibilités d'échange sur Dgroups,
consultez l'adresse: http://www.dgroups.org

Feminia: une plate–forme de discussion pour les problèmes des femmes

Feminia, réseau de femmes africaines professionnelles de la communication, a créé et lancé son propre site Web. Il s'agit d'une plate–forme pour la publication et l'échange d'articles, de programmes, d'expériences et de connaissances sur les problèmes des femmes, les discussions, les formations et les exemples de mise en réseau efficace.
Parmi les thèmes abordés: les femmes au sommet, le défi lancé aux traditions, l'intégration de la dimension de genre, le prix payé à la guerre par les femmes du Darfour, le VIH-SIDA et la vulnérabilité des jeunes filles et des fillettes, les entretiens, par exemple "Bayam-Sellams", les femmes du marché camerounais qui constituent le moteur de l'économie du pays.
A l'instar du réseau Feminia, le site Web n'est pas limité par les frontières traditionnelles entre lecteurs francophones et anglophones. Certains des articles sont en anglais, d'autres en français, en fonction de la langue de prédilection du membre apportant sa contribution.

Pour plus d'information sur Feminia, veuillez contacter:
Madeleine Memb & Léontine Babeni
BP 13 187, Yaoundé, Cameroun
feminia2@yahoo.fr,
membmadeleine@yahoo.fr, lbabeni@yahoo.fr
http://www.feminia.org

DIVERS

Sommet Mondial des Nations Unies 2005 et Revue des Objectifs du Millénaire pour le Développement

Du 14 au 16 septembre 2005, 170 chefs d'Etat et du gouvernement du monde entier se sont retrouvés à New York pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).
Cette liste de huit objectifs sur l'éducation, la santé, et la faim devrait être atteinte d'ici 2015.
Le 13 septembre, lors d' un évènement parallèle facilité par le Président du G-77, le gouvernement du Japon et le Président du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR) ont mis en évidence l'importance de l'agriculture et la recherche agricole pour atteindre les cibles énoncées dans les OMD.
C'était aussi l'occasion de discuter de la sécurité, des droits de la personne et des propositions de reforme de l'Organisation des Nations Unies.

Pour plus d'informations voir: http://www.un.org/french/ga/document/overview2005summit.pdf

L'UIT met en place des télécentres communautaires polyvalents dans 20 pays africains

L'Union internationale des télécommunications (UIT) des Nations Unies s'apprête à établir un réseau d'au moins 100 TCP (télécentres communautaires polyvalents) afin de fournir aux communautés un accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC).
Le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi font partie des 20 pays africains qui bénéficieront de dizaines de ces centres informatiques et téléphoniques communautaires, dirigés par des femmes, mis en place par les Nations Unies.
Plusieurs pays africains, dont le Bénin, le Burundi, la République centrafricaine, la République Démocratique du Congo, l'Ethiopie, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Malawi, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie, ont demandé une aide afin de compléter la première phase du plan d'action de décembre 2003 du Sommet Mondial sur la Société de l'Information.

Pour plus d'information, veuillez contacter secretariat@ugabytes.org ou info@ugabytes.orgf

Appel à articles: Genre, VIH-SIDA et développement (en anglais)

Oxfam International lance un appel à articles auprès des responsables de l'élaboration de politique, des praticiens et des chercheurs, pour contribuer à sa revue internationale "Gender and Development", axée sur le militantisme et dont le but premier est de soutenir l'intégration efficace des considérations de parité hommes-femmes dans les organisations de développement.
La revue affichera deux nouvelles rubriques à partir de 2006, concernant le genre et le développement ainsi que des critiques d'ouvrages récents.
La première édition de cette revue remodelée sera publiée en mars 2006 et se penchera sur le VIH-SIDA.
Veuillez contacter Caroline Sweetman, rédactrice en chef pour soumettre votre idée, le plus tôt possible, et avant la date de lancement du 15 juillet 2006 à l'adresse: csweetman@oxfam.org.uk

Pour plus d'information sur la revue, consultez le site Web d'Oxfam à l'adresse: www.oxfam.org.uk

1000 Femmes pour le Prix Nobel de la Paix 2005

Le projet *1000 femmes pour le prix Nobel de la paix 2005* s'est fixé pour objectif la nomination de 1000 femmes pour représenter collectivement les femmes travaillant quotidiennement pour améliorer l'avenir de leur communauté, promouvoir la réconciliation, exiger la justice et reconstruire ce qui a été détruit. Ces femmes transforment les conflits, luttent contre la pauvreté et pour les droits humains. Elles créent des sources nouvelles de revenu, se battent pour un accès à la terre et à une eau pure, participent à l'éducation, au soin et à la réintégration des patients atteints du VIH-SIDA. Elles trouvent des solutions à un grand nombre de formes de violence et condamnent la mutilation génitale des jeunes filles. Le vécu, la vision, les méthodes, les stratégies et les réseaux de ces 1000 femmes seront portés à l'attention du grand public. Grâce à cette reconnaissance, ces femmes devraient recevoir encouragements et gratitude pour leur engagement.

Les noms de ces 1000 femmes peuvent être consultés à l'adresse: http://www.1000peacewomen.org
Pour la biographie de chacune de ces femmes, consultez l'adresse: http://www.1000peacewomen.org/eng/html/nominierte/suche.php

La Commission européenne annonce de nouvelles priorités en matière de politique de développement

La politique de développement de l'Union européenne va cibler de plus en plus la création de partenariats avec les pays en développement et la promotion de la bonne gouvernance, des droits humains et de la démocratie, selon les propositions annoncées récemment par la Commission européenne. L'éradication de la pauvreté dans tous les pays en développement, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies, constituera le noyau de la nouvelle politique européenne de développement. Cette dernière met également l'accent sur le rôle de la société civile et s'attaque aux situations de conflit et aux États faillis.
Louis Michel, Commissaire européen au développement, a déclaré à la presse que la Commission européenne finaliserait ses propositions à l'issue d'une réunion avec l'Union africaine en octobre prochain et viserait leur approbation par les gouvernements européens en novembre. Le Commissaire a déclaré que les relations avec les nations en développement devraient être davantage centrées sur la sécurité, la migration et la protection du commerce et de l'environnement.

For more information see: http://europa.eu.int/pol/dev/index_fr.htm

Women and AIDS programme in Mozambique (Programme Femmes et SIDA au Mozambique)

L'ONUSIDA et le gouvernement flamand ont lancé un programme d'une durée de quatre ans pour combattre la féminisation croissante de la pandémie du VIH-SIDA au Mozambique. Cette initiative appuie les programmes existants, y inclus les services de soutien aux survivantes de violences sexuelles et contribue à renforcer les capacités des ONG locales à intégrer les questions de genre et le VIH-SIDA dans leurs activités.

Pour plus d'informations, contactez
Mme Telva Barros
Coordinatrice de l'ONUSIDA au Mozambique
Tél: +258 1 491775
barrosm@unaidsmz.com

© FAO/17067/M. Marzotz

CONTACTEZ–NOUS

© Dimitra

Eliane Najros,
Coordinatrice du projet
Tél.: +32-2-5490310

Judith Gracey,
Chargée de projet
Tél.: +32-2-5496168

Tiziana Franceschelli,
Assistante de Projet
Tel: +32–2–5490285

Alexandra Hostier
Experte Associée du Projet
Tel: +39 06 570 53608

Fax: +32-2-5490314
e–mail: dimitra@dimitra.org
http://www.fao.org/sd/dimitra

FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGCD) Belgique et de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO.

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand
Imprimeur: Parys Printing, Evergem-Gand

Editeur responsable:
Eliane Najros
FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode
B–1000 Bruxelles
Belgique

ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Lève–toi en ce jour de labeur

Réveille-toi, femme!
Le coq chante;
Il est 3 heures du matin,
Réveille-toi - il est temps de désherber les champs
Dans les collines lointaines.
Cesse de dormir;
Laisse les fardeaux d'hier,
Oublie les heures de labeur
Sous ce soleil brûlant
Qui s'est levé alors que tu travaillais dans le champ
Puis qui s'est couché tandis que tu te hâtais de désherber
Tu rentres dans la nuit, comme tu es partie, et tu reviens à tes marmites vides
Hélas! La journée est finie
Quand la famille prend son repas du jour
Mais avant que tu puisses reposer tes pieds
Une voix t'appelle: Femme, apporte-moi de l'eau chaude!
A ce moment là, tu sais que tout est fini
Jusqu'à ce que le coq chante de nouveau
Et la ronde recommence:
Réveille-toi, femme!
Réveille-toi, femme!

Assumpta Acam–Oturu
Uganda

Extrait de: Chipasula, Stella et Frank. The Heinemann Book of African Women's Poetry. 1995. p. 142. Traduction française du poème par Michaël Picq